



QUÉBEC

## Des femmes dans la rue

ALEXANDRA PERRON  
APerron@lesoleil.com

■ Comme des milliers de leurs consœurs dans le monde, des femmes de Québec sont descendues dans la rue hier pour célébrer la Journée internationale qui leur est dédiée. Leur discours défierait un peu des voix qui se sont élevées partout contre une guerre en Irak. Pour fêter le 8 mars, les femmes de la capitale ont voulu marcher contre la mondialisation des marchés et la ZLEA et aussi pour un autre monde possible, dans la paix et l'égalité.

Des sujets qui tiennent à cœur à Émilía Castro, porte-parole de la Coalition régionale des femmes contre la pauvreté et la violence, qui organise une telle marche depuis neuf ans. Les effets de la mondialisation sur les femmes, M<sup>me</sup> Castro les énumère: coupes d'emplois, privatisation des services publics, obstacle à la syndicalisation et attaques aux acquis dans les conditions de travail.

Parmi les quelque 200 femmes venues de tous les milieux pour sensibiliser la population à de tels enjeux, Josée Desharnais poussait calmement la poussette de sa fille de 13 mois, Kélyane.

«Je suis ici pour défendre l'égalité des femmes, les plus pauvres de la planète. Même au Québec, ce sont elles qui sont le plus sur l'assistance sociale. La mondialisation les affecte beaucoup», indique la jeune mère, qui a marché pour Du pain et des roses en 1995 et s'est rendue à New York en 2000



Parmi les quelque 200 femmes descendues hier dans les rues de Québec pour défendre leurs droits, certaines affichaient clairement un message de paix, à l'instar de plusieurs autres dans le monde.

Voir FEMMES en A 2 >

■ Femmes pour la paix Page A 3

CONGRÈS D'ORIENTATION DU PQ

## Landry lance un défi à ses adversaires

Expliquer pourquoi le Québec n'est encore qu'une province

VALÉRIE LESAGE  
VLesage@lesoleil.com

■ MONTRÉAL — Le premier ministre Bernard Landry a mis ses adversaires au défi d'expliquer à la population pourquoi le Québec n'est encore qu'une province. À ceux qui voulaient rester loin du débat constitutionnel, le chef du PQ a lancé que la question nationale fait aussi partie de la campagne électorale et que chaque formation a la «responsabilité» de se prononcer.

«Je leur demande d'expliquer pourquoi notre groupe, même s'il forme une nation, n'est pas encore égal aux autres nations dans le concert des nations. Je demande à M. Charest et à M. Dumont de nous expliquer pourquoi la nation québécoise n'est qu'une simple province d'une autre nation», a dit M. Landry devant quelque 1000 militants péquistes réunis en congrès d'orientation à Montréal.

Le débat électoral devra porter sur tous les enjeux

Alors que les libéraux font de la santé leur cheval de bataille et que l'ADQ fait la promotion du changement, sauf en matière constitutionnelle, le premier ministre a lancé la balle dans le camp des autres formations: le débat électoral devra porter sur tous les enjeux, y

Voir LANDRY en A 2 >

■ Charest répond Page A 5

CRISE IRAKIENNE

## La guerre ou la paix

Les deux camps se préparent au vote crucial

■ BAGDAD (d'après AP et AFP) — Deux camps opposés, celui de la guerre et celui de la paix, affûtaient leurs arguments hier en prévision d'un vote crucial dans les jours à venir au Conseil de sécurité des Nations unies sur la question du recours à la force contre l'Irak, alors que ce pays continue de démanteler ses missiles interdits.

Que ce soit à Londres ou à Madrid, les partisans de la manière forte prônée par Washington se disent convaincus qu'une résolution mettant Bagdad en demeure de désarmer de gré ou de force et sur-le-champ obtiendra la majorité à l'ONU. Du côté des partisans d'une solution pacifique, particulièrement à Moscou et à Paris, on insiste sur le fait qu'un tel texte ne passera pas.

Chacun tente de faire preuve de persuasion pour s'assurer qu'au moment du vote — qui pourrait avoir lieu dès mardi — son option sera la bonne.

Vendredi, la réunion de sept heures du Conseil de sécurité consacrée à l'Irak et à un rapport des chefs des

inspecteurs en désarmement, Hans Blix et Mohamed El-Baradei, n'a fait que renforcer l'antagonisme entre les deux camps.

Les va-t-en-guerre emmenés par Washington, Londres et Madrid ont vu dans leurs conclusions des arguments permettant de réaffirmer que l'Irak ne s'est pas plié aux injonctions internationales. Les partisans d'une approche pacifique, conduits par Paris, Berlin et Moscou, les ont au contraire interprétées comme la

Voir PAIX en A 2 >

■ Résignation à Bagdad A 8

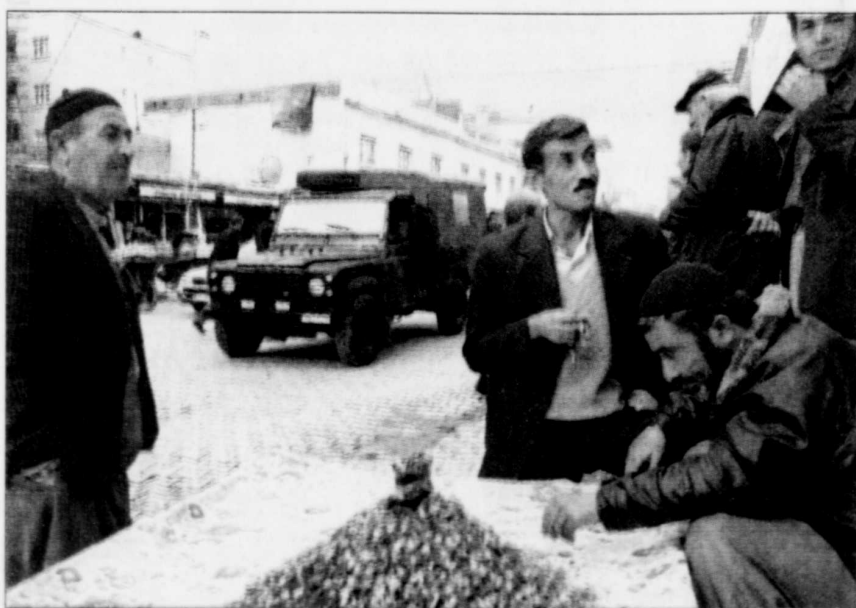
■ Psychodrame extraordinaire A 8

■ Powell, jusqu'où la loyauté? A 9

## Ferrari chassée du podium



Fidèle à son habitude, Michael Schumacher (Ferrari) a amorcé le premier Grand Prix de la saison de Formule 1, couru en Australie, en position de tête. Mais la situation s'est ensuite gâtée pour le champion du monde, puisqu'il n'a même pas pu dénicher une place sur le podium final. La victoire est revenue à David Coulthard (McLaren-Mercedes), devant Juan Pablo Montoya (Williams-BMW) et Kimi Raikkonen (McLaren-Mercedes). Détails en page S 3.



Depuis quelques jours, Silopie doit vivre avec des convois militaires qui se dirigent vers la frontière irakienne.

## La mort avant l'exil

■ SILOPIE — «Je préfère mourir ici plutôt que de quitter ma ville.» Comme plusieurs, Idris Yusufoglu se fait à l'idée d'une guerre avec une résignation qui désarmerait jusqu'à l'Irak.

En 1991, lors de la guerre du Golfe, Idris et sa famille ont fui Silopie par crainte pour leur vie. La petite ville de 40000 habitants aux abords de la frontière de l'Irak n'offrait plus assez de garantie de sécurité, ils sont donc partis pour Izmir, à l'extrême ouest de la Turquie.

«Nous avons acheté un café-restaurant, pour découvrir ensuite qu'on nous avait vendu un bâtiment appartenant à l'État, peste-t-il. Puis, nous nous sommes procuré un taxi, mais c'était une voiture volée. Ma famille a perdu 120000 \$US dans l'aventure. Quand nous avons quitté Silopie, nous étions parmi les plus riches. Au retour, parmi les plus pauvres. Ce que nous avons vécu, croyez-moi, c'est pire que la mort.»

Le cas des Yusufoglu continue à servir d'exemple aux



Simon Boivin

SBoivin@lesoleil.com

EN TURQUIE

Voir MORT en A 2 >

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Québec / Canada	A 5
Agenda	B 6	Oiseaux et cie	B 6
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 20
Capitale et régions	A 10	Sports	S 1
Décès	B 10	Statistiques	S 16
Divertissements	B 11	Télévision	B 2
Le monde	A 8		

LA MÉTÉO

Maximum -3, minimum -20

Passages nuageux et venteux. Demain, ciel variable. Mardi, plutôt nuageux. Détails page S 24.

Accumulation de neige (avant hier)

Ce mois-ci: 19,8 cm Lan dernier: 8,8 cm

Cet hiver: 222,0 cm L'hiver dernier: 196,7 cm

QUÉBEC, 107<sup>e</sup> ANNÉE, N<sup>o</sup> 70  
FLORIDE, 1,75 \$ US  
MONTRÉAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00077 3

## DEMAIN DANS LE SOLEIL

## Le Moyen-Orient sous la loupe



Que recherche Washington en Irak ? Quels sont les appuis dont il bénéficie à l'intérieur et dans les pays limitrophes ? Pourquoi les méfiances ? Le spécialiste du Moyen-Orient Sami Aoun répond à ces questions demain en page Opinions.

Dans la page Opinions

## Une vraie grande sœur



Enfant, Bianca Gervais a tellement harcelé ses parents pour faire du théâtre qu'ils ont fini par la prendre au sérieux. À 17 ans, elle a déjà une feuille de route impressionnante. L'interprète de Karine dans *Le Monde de Charlotte* dit former une vraie famille avec ses collègues de plateau.

Dans le cahier Arts et vie

## POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	www.cyberpresse.ca
	1-866-686-3344	
Carrières et professions	686-3270	
Petites annonces	844-4444	
Promotion	686-3342	
Publicité détaillants	686-3435	
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	
Renseignements	686-3233	

LE SOLEIL  
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,  
Succ. Terminus Québec, Québec,  
G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470199.  
Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à  
diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.  
ISSN 0319-0730

## LES SUITES

## PAIX

Suite de la Une

preuve que des progrès peuvent encore être accomplis.

Entre les deux extrêmes, plusieurs pays non membres permanents sont écartelés, poussant même le Pakistan à regretter de siéger en ce moment dans l'instance suprême des Nations unies.

Sans que l'on puisse savoir à ce stade si la démarche relève de la méthode Coué ou d'indications solides, les ministres britannique et espagnol des Affaires étrangères se sont dits convaincus, chacun de son côté, d'obtenir satisfaction. Jack Straw, tout en évoquant « une passe difficile », croit qu'une seconde résolution peut être votée. Sa collègue espagnole Ana Palacio a cru sentir un frémissement en ce sens : « Ce n'est pas une question de foi, mais après les conversations que j'ai eues (vendredi au Conseil de sécurité), je crois que les positions se rapprochent. Il y a des attentes raisonnables de pouvoir parvenir à un consensus. »

L'impression est tout autre à Moscou, à Paris ou à Berlin.

À Berlin, le président allemand, Johannes Rau, a souligné la nécessité de rechercher une issue pacifique : « Toute solution pour laquelle les gens n'auraient pas à mourir est meilleure qu'une guerre. »

Le Kremlin quant à lui met les points sur les « i » : « Si les États-Unis entreprennent unilatéralement une action militaire en Irak, ils violeraient la Charte de l'ONU et, bien sûr, quand la Charte de l'ONU est violée, le Conseil de sécurité doit se réunir, discuter de la situation et prendre les décisions appropriées », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov. Le chef de la diplomatie russe a espéré qu'on n'en viendrait pas à cette extrémité, tout en notant que Washington était en train de suivre « exactement ce scénario ».

À Paris, si on estime toujours être majoritaire au sein du Conseil de sécurité, on ne veut pas prendre de risque à cet égard. Le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, part pour l'Afrique ce soir afin de s'assurer du soutien de l'Angola, du Cameroun et de la Guinée. Ces trois pays sont a priori hostiles à une guerre mais, de par leur situation économique difficile, il n'est pas exclu qu'ils se laissent séduire par les sirènes américaines, surtout si elles sont sonnantes et trebuchantes.

Washington fait exactement la même chose que Paris, mais par téléphone. Le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, et la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, passaient une partie de la fin de semaine à tenter de convaincre les pays réticents à voter pour la nouvelle résolution autorisant le recours à la force.

« Malheureusement, il est clair que Saddam Hussein viole toujours les exigences des Nations unies en refusant de désarmer », a déclaré le président George W. Bush hier, répétant ainsi le message martelé la veille par M. Powell à l'ONU.

Si la majorité du Conseil devait basculer en faveur de la guerre, Paris semble déterminé à y opposer son veto : « La résolution ultimatum n'est pas acceptable et donc ne sera pas acceptée par la France », répétait-on hier à l'Élysée.

C'est un « problème moral » pour Jacques Chirac. Et c'est aussi au nom de la « morale » que la France réclame la tenue d'un sommet, à New York, des chefs d'État et de gouvernement, afin que chacun prenne ses responsabilités à la face du monde et de l'histoire.

## C'ÉTAIT HIER

2001 — En Floride, un garçon de 14 ans est condamné à la prison à vie pour avoir tué une fillette de six ans, en imitant des gestes de la lutte burlesque à la télévision.

2000 — Le cyclone *Elina* laisse un bilan de 700 000 sans-abri, au Mozambique, et au moins 130 morts, à Madagascar.

1999 — À Paris, la Cour de justice de la République acquitte les anciens ministres Laurent Fabius et Georgina Dufoux, dans l'affaire du sang contaminé; Edmond Hervé est condamné mais avec dispense de peine.

1996 — Le juge Jean-Pierre Dupouy, de Bastia, en Corse, est retrouvé mort sur une plage.

1995 — La garde-côte canadienne saisit le chalutier espagnol *Estai*, qui pêchait illégalement au large de Terre-Neuve.

## LANDRY

Suite de la Une

compris la souveraineté. « On ne découpe pas la vie d'une nation en tranches, on ne fait pas de compartiments », a-t-il fait valoir.

Invitant ses militants à parler de la souveraineté comme d'une « évidence », un pas dans vers la « normalité », M. Landry leur a aussi fourni des arguments pour convaincre la population de renouveler sa confiance envers le PQ. Et ces arguments vont au-delà du bilan gouvernemental, dont il a longuement vanté la qualité.

« De bonnes raisons de voter pour nous ? Nos adversaires ! Et ce n'est pas nécessaire d'employer des mots durs à leur endroit, on a juste à regarder leurs programmes », a-t-il soulevé.

S'attaquant d'abord aux libéraux, qui proposent d'investir plus en santé et en éducation en gelant les budgets des autres ministères, Bernard Landry a donné une leçon d'économie à Jean Charest. Gel budgétaire égale baisse budgétaire, a-t-il fait valoir ; car l'augmentation de l'inflation et des coûts de système forcera des compressions.

« Ça veut dire, la lutte à la pauvreté, oubliez ça. Les infrastructures municipales, oubliez ça. Le soutien à la vie culturelle, oubliez ça. »

Cette équation, que les militants péquistes ont été chargés d'expliquer à la population, montre, selon Bernard Landry, que les chances du Parti libéral de reprendre le pouvoir « sont nulles ».

Le premier ministre n'a pas mâché ses mots à l'égard de l'ADQ non plus, tournant en ridicule les volte-face des dernières semaines sur le taux d'imposition unique et la place du privé en santé.

« L'ADQ parti du changement ? Je comprends, il change d'idée deux fois par semaine. La semaine passée, c'était deux fois par jour et, des fois, c'est une question d'heures ! » s'est moqué M. Landry, concédant, avec une pointe d'arrogance, que cela « démontre quand même une certaine souplesse ».

Répandant aux critiques qui l'accusent de dépenser des millions à la veille de la campagne électorale, le premier ministre a dit avoir dépensé parce qu'il a reçu d'Ottawa de l'argent pour le financement de la santé.

## FEMMES

Suite de la Une

pour la Marche mondiale des femmes. Elle espère que sa fille sera militante et se battra pour ses droits.

Dans la région de la Capitale nationale, 25 % des femmes vivent sous le seuil de la pauvreté. Après avoir marché depuis le centre Lucien-Borne, les manifestantes ont fait un premier arrêt à place D'Youville, où une syndiquée de Vidéotron, Linda Poulin, a dénoncé « l'attitude méprisante » de Pierre-Karl Péleadeau à l'égard des 2200 travailleurs en lock-out depuis 10 mois. Un bel exemple des effets de la mondialisation, selon l'organisatrice de l'événement, Lyne Boissinot.

Dans le groupe, chacun portait un message personnel. Denise Dionne militait pour la paix et les droits des femmes, elle dont les grands-parents admiraient déjà Thérèse Casgrain. Jacques Tournant accompagnait quant à lui sa femme. « Moi, je marche pour les bonnes causes. Le mélange d'hommes et de femmes dans les milieux de tra-

« Quand certains disent que c'est électoraliste, ben je vous garantis que si on avait reçu 800 millions \$ il y a deux ans, on l'aurait dépensé il y a deux ans, élections ou pas. C'est élémentaire. »

Pour le reste, a-t-il indiqué, le gouvernement a un budget de 40 milliards \$ par année, normal qu'à chaque semaine des millions soient dépensés.

Le chef péquiste a espéré que la prochaine élection soit la dernière à aborder le thème de la souveraineté, mais s'est gardé de promettre un référendum au cours d'un prochain mandat. Il a rappelé le consensus de l'été dernier à Gatineau : pas de référendum sans l'assurance morale de le gagner.

Confiant de confondre les sceptiques, M. Landry a conclu avec les mots de René Lévesque. « Il aura raison, le Québec sera un pays complet. »

## ORGANISATION ÉLECTORALE

À quelques jours du déclenchement probable des élections, la vice-première ministre Pauline Marois a laissé entendre que son parti pourrait faire campagne avec des fonds inférieurs de moitié à l'objectif fixé de 5,3 millions \$. En date de vendredi, le PQ avait amassé 2 millions \$ et le cocktail de financement de Bernard Landry le 17 mars devrait permettre d'amasser quelque 500 000 \$.

« Nous avons les sommes nécessaires pour faire campagne », a néanmoins fait valoir M<sup>me</sup> Marois.

Elle a présenté hier une nouvelle recrue pour relever Joseph Faal, qui quitte la circonscription de Fabre. L'actuelle directrice générale de l'Union des consommateurs, Nathalie St-Pierre, se lance dans l'arène électorale. Pauline Marois a vanté son expérience dans la défense des droits sociaux et sa capacité à défendre habilement ses points de vue.

L'organisatrice du PQ prévoit que 32 % des candidats du parti aux prochaines élections seront des femmes. Elle aurait souhaité davantage, mais constate que beaucoup de femmes ont encore des réticences à s'impliquer en politique.

Le PQ doit encore trouver 27 candidats pour compléter son équipe. La tâche n'est pas simple, a laissé entendre M<sup>me</sup> Marois, puisque les « bonnes circonscriptions » sont déjà occupées par « une bonne équipe ». Le parti a donc de la difficulté à offrir des chances de gagner à ses recrues.

vail est enrichissant en dépit des machistes et féministes qui font du mal à tout le monde. »

Même voyantes, une douzaine de membres du Comité des jeunes femmes sororitaires du Centre femmes d'aujourd'hui affichaient leurs couleurs sur des cartons jaunes. « Il ne faut pas perdre les droits qu'on a acquis et il faut se battre pour ça », a indiqué Julie B. Elle croit qu'à l'heure actuelle, les jeunes femmes ont malheureusement peur du mot féminisme, auquel colent les préjugés. Elle se désole du manque d'information dont souffre sa génération.

Les marcheuses ont également fait un arrêt symbolique devant le magasin Archambault, dont le propriétaire est le même que Vidéotron, et devant le restaurant McDonald's, où est empêchée la syndicalisation. Elles étaient ensuite attendues au centre Monseigneur-Marcoux, pour manger et visionner le film de Carole Poliquin, *Le Bien commun, l'assaut final*, sur les effets de la mondialisation des marchés. La soirée a également marqué le lancement de la campagne de consultation populaire contre la ZLEA.

## Solidaires face à l'itinérance



Merci à tous ceux  
qui ont essayé  
de comprendre  
avant de préjuger...  
et à tous nos  
partenaires

www.itinerance.info

Cette campagne est une initiative de Trigone Animation, en partenariat avec le RAPSIM, la maison de Laubervière et avec la collaboration du RAIQ.

Canada Québec

LE SOLEIL

## MORT

Suite de la Une

familles du coin qui seraient tentées de tourner le dos au voisinage irakien. Et de toute façon, pour une vaste majorité de gens, la question ne se pose même pas. « Il y a peut-être 20 % de la population qui a les moyens de partir, explique Sivan Gül, propriétaire d'une petite épicerie. Les autres sont trop pauvres. Alors, ce n'est pas comme s'ils avaient le choix. Guerre ou non, ils sont à Silopie pour rester. »

L'Irak n'a pas vraiment de raison d'investir de l'énergie dans une attaque contre Silopie. Ce qui n'empêche pas Idris d'en craindre une. « Comment prévoir ce qu'un homme qui n'a plus rien à perdre comme Saddam Hussein va faire ?, questionne-t-il. Comme on dit chez nous, il a enlevé sa tête et se la garde sous le bras. En 1991, Hussein avait envahi le Koweït et tout le monde était d'accord pour lui faire la guerre. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. »

Chose certaine, une arme chimique ferait des ravages dans la ville. S'il devait y avoir un endroit où l'on vend des masques à gaz à Silopie, ce serait bien dans le magasin d'armes à feu d'Ibril. « J'étais à Istanbul la semaine dernière, et j'ai appelé mon père pour savoir s'il voulait que je ramène des masques à gaz pour le magasin, dit-il. Il m'a dit que non, que personne n'en achèterait ici. »

Assis au soleil sur de petits bancs de bois au siège en cordes tressées, une demi-douzaine d'hommes bavardent en buvant du thé et en fumant cigarette sur cigarette. « Je n'aurais même pas les moyens d'acheter un masque à gaz, dit Mehmet Güven. Nous sommes inquiets, mais, en même temps, nous sommes habitués. Nous avons grandi avec des chars militaires autour de nous. La guerre, ça nous connaît. Maintenant, tout ce qu'on veut, c'est que ça se termine au plus vite. »

Le vieux Hasan Yetis semble sortir tout droit d'une photo du National Geographic. Une peau de cuir basanée et ridée que percent des grains de barbe poivre et sel, un fichu rouge sous son béret gris, une veste défraîchie, le regard noir, des mains qui en auraient long à raconter. Le menton accoté sur sa canne de bois, il se souvient de son village des montagnes, brûlé comme un millier d'autres par l'armée turque lors de la guérilla du PKK, parti nationaliste kurde, dans les années 80 et 90. « On nous soupçonnait d'être des sympathisants du PKK, se souvient-il. Ce qui était effectivement le cas de certains. Mais d'autres n'avaient pas le choix. Les soldats du PKK débarquaient, ils exigeaient qu'on les nourrisse, qu'on les héberge. L'armée a fait brûler notre village et a abattu notre bétail. Nous avons dû venir vivre en ville. »

Un médecin se joint au groupe. Il ne parlera que si l'on omet son nom, prétextant que son statut d'employé de l'État l'empêche de commenter ouvertement. « On peut dire bien du mal du PKK, mais il nous a quand même permis de nous faire reconnaître certains droits, dit-il. Il reste maintenant à pouvoir les exercer librement. Nous ne sommes pas tombés du ciel, nous existons. Il y a environ 15 millions de Kurdes en Turquie. »

Plus encore qu'une attaque de l'Irak, ce médecin dit craindre que l'armée turque s'en prenne aux Kurdes irakiens. « Si une pareille chose se produit, ça va créer beaucoup de tension ici. Il y a plein de gens qui ont de la famille là-bas. S'il y a en plus des pressions de l'armée sur nous, la violence pourrait bien recommencer. »

Les sources officielles restent muettes. Ni l'armée, ni la police ne veulent commenter quoi que ce soit. En route vers l'Irak, les étrangers sont refoulés dès le premier poste de contrôle. Casquette et uniforme de camouflage, mitraillette en bandoulière, les soldats sont à peu près les seules personnes à Silopie avec qui on ne peut pas négocier.

## GUÉRISON en ÉCHO



Mme Catherine Asselin



M. Gérard Ruelland

Venez faire l'apprentissage d'une méthode facilitant le processus de guérison et permettant le passage d'un mal-être physique et/ou psychologique à un mieux-être.

Offerte par Catherine Asselin T.S. et Gérard Ruelland M.Ps., membres affiliés au groupe de recherche du CHUM.

11 avril (19h), 12 et 13 avril (en journée) dans le site enchanteur de la station écotouristique de Duchesnay, à Portneuf.

Réervations : M. Gérard Ruelland • Tél. : (418) 688-4771

**LOTO QUÉBEC** Résultats

**649** Tirage du 2003-03-08  
08 20 22 24 33 44  
Complémentaire: (30)

**49** Tirage du 2003-03-08  
11 19 25 39 41 44  
Complémentaire: (27)

**Quintissime** Tirage du 2003-03-08  
3 4  
231 0390

**Extra** Tirage du 2003-03-08  
NUMÉRO: 123024

**Extra** Tirage du 2003-03-07  
NUMÉRO: 167042

**SUPER 7** Tirage du 2003-03-07

GAGNANTS	LOTS
7/7	0 12 500 000,00 \$
6/7+	7 66 500,20 \$
6/7	163 2 574,00 \$
5/7	10 382 144,30 \$
4/7	217 906 10,00 \$
3/7+	198 844 10,00 \$
3/7	1 813 676 Participation gratuite

Ventes totales: 26 207 248 \$  
Prochain gros lot (approx.): 18 000 000 \$

Les modalités d'emplacement des billets gagnants paraîtront sur des billets. En cas de division entre deux ou plus, cette dernière à priori.

Si vous avez un problème de jeu, MISE SUR TOI 1 844 505 3638

## ACTUALITÉS

## Femmes pour la paix

Un peu partout dans le monde, les manifestations du 8 mars ont été l'occasion de dire NON à la guerre

■ (D'après AFP et AP) — La Journée internationale de la femme a été marquée hier un peu partout dans le monde par l'imminence d'une guerre en Irak, dénoncée sur tous les continents aux côtés des violences et de l'inégalité des droits.

Partout en Europe, au Royaume-Uni, principal allié des États-Unis dans leurs projets de guerre, tout comme en Espagne et en Italie, les femmes ont fait entendre leur voix pour s'opposer à une intervention armée contre le régime de Bagdad.

En Suède, des manifestants ont protesté à Stockholm contre les plans de guerre américains. Sur les bords de la mer Noire, en Bulgarie, 150 femmes se sont rassemblées pour dire non à la présence américaine à Sarafovo, site d'une base militaire mise à la disposition des forces américaines.

Sept ministres femmes du gouvernement allemand de Gerhard Schroeder, hostile à la guerre, ont averti des « conséquences épouvantables » d'un conflit, « notamment pour les civils, les femmes et les enfants ».

Des groupes de femmes ont également manifesté contre une éventuelle guerre dans plusieurs villes américaines.

Dans les pays du Moyen-Orient, les femmes ont suivi le bal et, comme d'autres, ont aussi dénoncé les opérations israéliennes dans les territoires occupés. En Jordanie, la reine Rania, épouse du roi Abdallah II, a appelé le monde à penser aux femmes irakiennes et palestiniennes. À sa voix s'est jointe celle d'Andrée Lahoud, épouse du président libanais.

Cette journée a aussi rappelé le combat des femmes contre les violences conjugales et les discriminations qui persistent un peu partout dans le monde. En Russie, le 8 mars est resté depuis l'époque soviétique une importante fête nationale. Les défenseurs des droits de l'homme rappelaient que quelque 14 000 femmes meurent chaque année des violences conjugales — soit trois fois plus de victimes que le conflit tchétchène.

Après cinq ans d'oppression par le régime fondamentaliste des talibans, les Afghanes ont pu célébrer un peu de la liberté retrouvée, en attendant l'émancipation. À Kaboul, 3 000 personnes ont assisté à une cérémonie pour l'occasion.

## UNE PREMIÈRE EN IRAN

Pour la première fois depuis la Révolution islamique de 1979, plusieurs centaines d'Iraniennes se sont rassemblées hier dans le centre de Téhéran pour protester contre la discrimination et réclamer l'égalité des droits.

Ce rassemblement a été surveillé par un important dispositif policier, dont quelque 400 femmes qui sont les premières admises à suivre la formation pour entrer dans la police depuis 1979.

Si elles ne peuvent accéder aux plus hautes responsabilités, les Iraniennes, qui représentent 31 des 66 millions du pays, jouissent de droits civiques et de libertés plus larges que la majeure partie des femmes des États voisins du Golfe, dont le droit de vote.

Dans le cadre de la loi islamique, une femme a besoin de la permission de son mari pour travailler ou voyager à l'étranger. Devant un tribunal, le témoignage d'un homme a deux fois plus de valeur que celui d'une femme. Les hommes peuvent avoir quatre épouses, mais l'inverse n'est évidemment pas accepté.



En Turquie, des femmes ont défilé en portant des cercueils pour protester contre une possible intervention américaine en Irak

## AU CANADA

## Des pacifistes moins nombreux

TORONTO et MONTRÉAL (PC) — À l'image de ce qui s'est passé ailleurs dans le monde, les traditionnelles manifestations du 8 mars ont pris, au Canada, une tournure résolument pacifiste, bien que la participation ait semblé moindre qu'aux récentes marches tenues au pays pour dénoncer la politique américaine.

À Halifax, environ 500 personnes ont marché en chantant et criant des slogans. Les manifestants ont fait valoir qu'une guerre contre l'Irak ne ferait du mal qu'aux civils.

Malgré le soleil, la manifestation de Halifax n'a pas réussi à attirer autant de monde que celles organisées par la Coalition pour la paix en janvier et février, auxquelles avaient participé 2 000 personnes.

À Toronto, 3 000 personnes se sont rassemblées dans le centre-ville. Le mois dernier, lors de la manifestation

contre la guerre, les manifestants étaient au moins 10 000.

Une des participantes, Susan Spratt, du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), a affirmé hier que le message anti-guerre va de pair avec le message féministe. « C'est simple. Je pense que les femmes du monde sont unies contre la guerre. Nous sommes les premières à souffrir de la guerre avec nos enfants. »

## ÉQUITÉ SALARIALE

À Montréal, la marche a pris une tournure un peu différente alors qu'environ 500 employés de l'Université de Montréal ont manifesté pour l'équité salariale. Les 2 000 employés de soutien de l'université, des femmes pour la plupart, sont en grève depuis la fin février. Leur syndicat soutient qu'il y a une différence de 90

cents l'heure entre le salaire des hommes et des femmes pour un travail équivalent.

À la marche de Montréal, des militantes ont par ailleurs condamné l'hommage rendu vendredi à Ottawa aux femmes dans l'armée. « Nous pensons qu'il s'agit d'une provocation, a affirmé Christine Dandenault. Il est honteux que ce soit tout ce que le gouvernement fédéral ait à dire à l'occasion de la Journée internationale des femmes. »

À Ottawa, des gens ont entouré l'ambassade des États-Unis en signe d'opposition à la guerre.

À Winnipeg, moins de 100 personnes se sont réunies dans le froid, alors qu'à Edmonton, une température de moins 45 °C en tenant compte du vent a finalement eu raison des quelques manifestants qui se sont poussés dans un restaurant pour se réchauffer.



En cette Journée internationale de la femme, des manifestations ont eu lieu à Dacca, capitale du Bangladesh, un pays où cinq femmes sont défigurées chaque semaine par des attaques à l'acide. Ce sont souvent des maris ou des amants en colère qui posent de tels gestes.

## Beaucoup plus de tuyaux gelés cette année

Les grands froids ont fait leur effet...

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ De retour d'une belle et chaude semaine dans le Sud, vous vous sentez tout drôle à la vue du gigantesque banc de neige qui bloque l'entrée de votre demeure. Résigné, vous sortez la pelle. Après avoir sué un bon coup, vous entrez dans la maison avec une seule idée en tête: prendre une douche. Vous êtes dans la salle de bains, nu comme un ver, et vous ouvrez les robinets. Pas d'eau.

Pas même un petit filet. Rien. Vous avez envie de pleurer mais vous vous ressaisissez et composez le numéro du Service d'urgence-aqueduc de la Ville de Québec. Si ça peut vous

consoler, vous n'êtes pas le premier à qui ça arrive...

Depuis le début de l'hiver, des centaines de citoyens de Québec ont dû faire dégeler leur conduite d'eau. Robert

Proulx, contremaître au service d'aqueduc de la Ville de Québec, est littéralement débordé. « Si le temps doux peut continuer, ça va slaquer un peu », laisse-t-il tomber.

C'est qu'en période de grand froid, le sol peut geler sur une profondeur de cinq pieds. Comme les conduites d'eau sont à environ six pieds de la surface, ça gèle... « Généralement, l'hiver, le sol gèle sur une profondeur de trois pieds », dit M. Proulx.

Mais si les conduites gèlent, c'est parce que l'eau n'y a pas circulé pendant quelques jours. « Ça arrive sou-

vent lorsque les gens partent en vacances, note M. Proulx. Parce que tant qu'il y a quelqu'un dans la maison qui utilise l'eau, les conduites ne gèlent pas, même par temps très froid. »

Selon le contremaître, les secteurs où les conduites d'eau sont les plus « à risque » sont ceux situés au nord de la ville (Loretteville et Charlesbourg, par exemple). Au début de la semaine, le contremaître a pris la température de l'eau d'une conduite. « Elle était à zéro! C'est le point de congélation, ça! »

Chez Guillot, on dit s'être déplacé plus de 300 fois depuis trois semaines pour des conduites gelées. Et ça, c'est juste sur le territoire de la ville de Québec. Lan dernier, les équipes de Guillot ne se sont déplacées qu'une cinquantaine de fois pour ce type de problème...

Au Service des incendies de la Ville de Québec, on reçoit, en période de redoux, deux fois plus d'appels que d'ordinaire pour des dégâts d'eau dus à des bris de conduite. « Mais je vous dirais que jusqu'à maintenant, on n'est pas intervenus plus souvent cet hiver que les autres années pour des dégâts d'eau », note le chef Daniel Wagner.

Le sol a gelé à une profondeur de cinq pieds

Langlois Volkswagen

www.langloisvw.com

Jetta GLS TDI 315\$\*/mois

CONSUMMATION  
4,4 litres au 100 km



Elle dévore les kilomètres,  
pas le carburant!

Êtes-vous fait  
pour Volkswagen? 

6090, boul. Ste-Anne  
L'Ange-Gardien, Québec  
(418) 822-0671

Sans frais: 1 877-822-0671

\* L'offre s'applique à une Jetta GLS TDI 2003 de base, 5 vitesses, neuve, pour une durée de 48 mois, comprenant de 2000 \$ (dehors de garantie de 375 \$, transport inclus). La première mensualité est requise à la transaction. Préparations, immatriculation, assurances, taxes et frais administratifs en sus. Frais d'inscription au Régime des droits personnels et redevances mobilières (jusqu'à 46 \$) et droits sur les gains réalisés en sus. Taxe d'accise de 100 \$ sur le véhicule et sur le véhicule de 217 \$ du véhicule additionnel après 80 000 km. Sous réserve d'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Volkswagen Finance est une division de Credit VW Canada Inc. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Spécificités: Ne s'applique à nos participations. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre.

# Réno-Dépôt : 685 aspirants pour 150 postes

La fin de semaine s'est déroulée sous le signe de l'emploi à Québec

ALEXANDRA PERRON  
APerron@lesoleil.com

Malgré l'annonce de l'effritement du marché de l'emploi à Québec, avec une hausse du taux de chômage à 7,7 %, les gens de la région de Québec ont fait preuve de dynamisme ces derniers jours. Hier, les magasins Réno-Dépôt proposaient une journée massive d'embauche. Et vendredi, 155 bénévoles avaient déniché plus de 2000 postes à combler pendant les « 30 heures de l'emploi », organisées par les Carrefours jeunesse.

Dès l'ouverture, hier matin, une cinquantaine de personnes faisaient déjà la file dans la rangée 8 du magasin Réno-Dépôt, rue du Marais. Pour une troisième année consécutive, le géant de la rénovation a ouvert ses portes partout dans la province pour trouver de nouveaux employés, en vue du printemps. Les magasins de Beauport et de Québec offraient 150 postes. Tous ceux qui se présentaient hier étaient assurés de passer une entrevue.

« C'est super de donner cette chance à tout le monde », a indiqué depuis la file Mathieu Picard, un étudiant de 18 ans à la recherche d'un emploi pour payer son logement et ses études en administration. Sylvain Proulx venait quant à lui pour combler un temps partiel en entretien ménager. Selon lui, il est plus difficile aujourd'hui de trouver du travail. « Il n'y a plus de temps plein », remarque-t-il.

À la sortie, Claude Julien s'est dit optimiste après avoir passé une entre-

vue d'une quinzaine de minutes et fait un court test de mathématique. Mais il connaît ses « deux handicaps » pour ce type de boulot. « Je suis trop compétent et trop vieux. » L'homme de 53 ans a perdu son emploi aux caisses Desjardins, à la suite des fusions. « Ce qui me console, c'est qu'il y a beaucoup de têtes blanches. »

En effet, Réno-Dépôt invitait « les passionnés de service à la clientèle, de l'étudiant au préretraité », ce qui s'est bien traduit par la diversité des candidats. En fin de journée, 685 personnes avaient défilé dans les deux magasins.

## LES 30 HEURES

Pour les jeunes de 16 à 35 ans, les six Carrefours jeunesse-emploi de la région ont aussi mis la main à la pâte. Un blitz téléphonique, fait auprès des employeurs du territoire du 3 au 7 mars, aurait réussi à récolter plus de 2200 postes, le dernier résultat six heures avant la fin des appels. Ceux-ci, sur-



Michèle Gendron, Luc Murray, Jean Laflamme, Sylvain Proulx et Gisèle Lachance faisaient la queue dans la rangée 8 du Réno-Dépôt de Québec, hier matin. Et ils ne venaient pas acheter de la robinetterie...

tout dans la vente, les métiers et les loisirs, seront affichés dans les différents carrefours jusqu'au 14 mars.

Stéphanie Borgia, membre du comité organisateur des « 30 heures », remarque que depuis quelques années, le marché du travail est plus facile et plus accessible. « Avant, il y avait plus d'emplois qui exigeaient une formation universitaire. »

À ce sujet, Marian Lavoie, directeur de la planification et du partenariat

d'Emploi-Québec pour la capitale, met un bémol. « Depuis deux ans, on constate une baisse des critères, mais dans certains secteurs », a-t-il nuancé, mentionnant notamment le commerce.

Selon lui, le travail des carrefours est une bonne chose. « Pour les jeunes qui ont quitté l'école, ce n'est pas mauvais qu'ils tâtent le marché du travail, qu'ils voient quels types d'emploi ça leur donne. Ça peut être un incitatif

pour retourner aux études. Il y en a aussi pour qui ça va. »

M. Lavoie souligne par ailleurs qu'à partir de 2011, la population active va arrêter de croître. « Et quelques années après, on va se retrouver avec une (masse de travailleurs) plus faible que la demande. » Résultat : des offres plus alléchantes et une possibilité pour les gens de magasiner leur emploi. Une situation qui commence à se faire sentir... et dont personne ne se plaindra.

## Internet rend le plagiat plus facile pour les étudiants

EDMONTON (PC) — Les universités et collèges canadiens luttent contre un nombre croissant de sites Internet spécialement destinés aux étudiants tricheurs, selon une porte-parole de l'Université de l'Alberta.

Les données du comité de discipline de l'établissement démontrent que les cas de plagiat ont triplé depuis 1999. Il y en avait plus de 150, l'an dernier. Leur nombre peut toutefois ne pas refléter la réalité puisque davantage de cas sont maintenant référés au comité par les départements, contrairement à ce qui se faisait auparavant.

« Ce genre de choses semble croître de façon exponentielle, commente Deborah Eerkes, l'ombudsman de l'université. Vous ne pourrez jamais les (les sites) enlever d'Internet ou en bloquer l'accès, alors vous devez faire disparaître l'envie de les utiliser. »

Télécharger des essais entiers à partir de sites Internet n'est toutefois pas encore aussi populaire ici qu'aux États-Unis, soutient M<sup>me</sup> Eerkes. Chez nos voisins du sud, la pratique est tellement répandue que plusieurs étudiants réussissent à tricher sans se faire prendre.

« Vous pouvez regarder ce qui se passe aux États-Unis et penser que c'est un aperçu de ce qui va arriver ici. Si vous allez sur Google.com et que vous faites une recherche sur un sujet de travail de session, vous allez probablement trouver des millions de sites (reliés au sujet). »

Certains sites chargent un certain montant à la page ou pour un résumé de livre ou pour un examen. Plusieurs vont aussi offrir des essais sur mesure et les vendre pour des centaines de dollars.

Le site 007 Term Papers, par exemple, affirme que tous les travaux de session qu'il vend sont écrits « par des professeurs à l'emploi d'universités à travers le monde ».

M<sup>me</sup> Eerkes soutient que peu parmi ces sites sont fiables, que peu produisent des « travaux décents ».

Les principaux d'écoles se plaignent aussi de la croissance du phénomène de plagiat dans Internet, tout en admettant qu'il n'y a pas moyen de l'enrayer.

L'Université de l'Alberta est une des 14 institutions canadiennes à avoir adhéré au Center for Academic Integrity (Centre pour l'intégrité académique), un organisme basé aux États-Unis.

## Avant-goût de Nomade



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Acrobates, jongleurs et musiciens du Cirque Éloïze ont offert une pause rafraîchissante aux magasiniers des Galeries de la Capitale, hier. À quatre reprises, dans l'après-midi, une dizaine d'artistes ont ravi les petits et leurs parents en présentant des bribes du spectacle « Nomade » qui sera présenté au Théâtre Capitole les 27, 28 et 29 mars. Un élégant numéro de grande roue, dans laquelle prenait place Antoine, a suscité l'admiration de la foule. Mais c'est à un ballet de jonglerie que les enfants ont réservé leurs cris et leurs rires. Le directeur de la tournée, Patrick Loubert, en promet davantage pour la fin du mois, alors que deux heures durant, 18 artistes évolueront à travers un décor, un éclairage et des éléments aériens. La troupe, composée de Québécois, de Français, de Polonais, de Suisses et d'un Guinéen, a déjà offert « Nomade » à plus de 100 reprises aux États-Unis et au Canada et s'apprête à partir pour une tournée européenne. A. P.

## Spectaculaire poursuite policière sur la Rive-Sud

Quinze autos de patrouille mobilisées pour un vol d'essence

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

Une spectaculaire poursuite policière impliquant pas moins de 15 voitures de patrouille de la Sûreté du Québec et de la Sûreté municipale de Lévis s'est déroulée hier matin sur la Rive-Sud. Le motif? Un vol d'essence dans une station-service...

Il est environ 9 h. Un employé d'une station-service de Saint-Jean-Port-Joli communique avec la SQ pour signaler un vol d'essence. Les suspects circulent à bord d'un pick-up S-10 rouge volé le matin même au Nouveau-Brunswick, apprendront plus tard les patrouilleurs.

Les policiers aperçoivent le fameux pick-up et tentent de l'intercepter, sans succès. Une poursuite s'engage sur l'autoroute 20 Ouest, à la hauteur du kilomètre 375. Une poursuite digne des meilleurs — ou des pires, tout dépendant du point de vue où on se place — scénarios de Hollywood. Une poursuite à 140 km/h et 150 km/h sur une distance de 50 km.

Comme il faut à tout prix arrêter les voleurs, d'autres patrouilleurs de la Sûreté du Québec se joignent à l'opération. La Sûreté municipale de Lévis est elle aussi appelée en renfort. C'est d'ailleurs sur son territoire, à Lévis, que prendra fin la poursuite. Au kilomètre 325, bien exactement.

À la fin de la poursuite, le pick-up a heurté un véhicule de la Sûreté municipale de Lévis. Par la suite, un policier de la SQ a foncé délibérément sur le véhicule suspect, entraînant celui-ci dans le fossé. « C'est terminé, les mains en l'air! » Dieu soit loué, personne n'a été blessé. Quelques « cabosses » sur deux voitures de patrouille et sur le pick-up, sans plus.

Les fuyards de 18 et 16 ans — le premier est originaire de Saint-Michel-de-Bellechasse et le second était en fuite d'une centre d'accueil de Laval — comparaitront demain au palais de justice de Montmagny.

### POURSUITE « SÉCURITAIRE »

La poursuite s'est déroulée « selon les règles de l'art », assure l'agente Chantale MacKelf, du Service des communications de la SQ. « Ça s'est fait de façon très sécuritaire. »

À l'École nationale de police du Québec, on apprend aux étudiants que seuls les crimes contre la personne, les crimes majeurs et les cas de conduite avec les facultés affaiblies justifient le maintien d'une poursuite. Un délit mineur (une infraction au code de la route ou un vol, par exemple) ne saurait en revanche justifier le maintien d'une poursuite si celle-ci comporte trop de risques. Dans le cas qui nous intéresse, la SQ jure que « tous les risques ont été évalués » : densité de la circulation, chaussée, etc.

Dans le Guide de pratiques policières du ministère de la Sécurité publique, il est stipulé que les policiers doivent prendre en compte la présence de passagers dans le véhicule en fuite avant d'engager et de maintenir une poursuite. Toujours dans le Guide, il est clairement écrit que les patrouilleurs ne doivent pas tenter d'entrer en collision avec le véhicule suspect ou de faire perdre le contrôle à son conducteur. Sur la Rive-Sud, hier matin, la SQ n'avait, dit-elle, d'autre choix que de foncer sur le véhicule en fuite pour l'immobiliser.

### EN BREF

#### Accident mortel de VTT

Un homme de 48 ans originaire de Longueuil a perdu la vie dans un accident de VTT survenu vendredi soir à Beauceville. Roland Gendron et sa passagère circulaient sur la route de la Chapelle lorsque le VTT s'est retourné à la suite d'une fausse manœuvre et d'une perte de contrôle. Selon la Sûreté du Québec, le conducteur serait demeuré coincé sous le VTT. Quant à la dame, elle n'aurait subi que des blessures mineures. É.F.

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS  
Également placés gratuitement sur Internet  
www.appels.doffres.com

### AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES

Projet : Les résidences Bagot  
12 logements familiaux (5 1/2 pièces)  
Programme Accès-logis

Avis public est donné que la Coopérative d'habitation Harmonie de Québec, le maître de l'ouvrage, demande des offres à prix forfaitaires pour l'ouvrage mentionné en titre, offres qui seront reçues avant 15h00, le 27 mars 2003 au bureau d'ARDAM, consultants en architecture sis au 171, rue Saint-Paul à Québec.

Les intéressés pourront obtenir les renseignements pertinents et les documents après réservation auprès d'ARDAM, consultants en architecture inc. (tél. : 692-0861, poste 301) à compter de 14h00 le mardi 11 mars 2003. Des frais non remboursables de 135 \$ sont exigés pour l'obtention d'une copie complète des documents du dossier d'appel d'offres.

Un chèque visé représentant 10 % du montant de la soumission et fait à l'ordre de la Coopérative d'habitation Harmonie de Québec ou un cautionnement de soumission représentant le même montant devra accompagner l'offre forfaitaire du soumissionnaire.

Le Coopérative d'habitation Harmonie de Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

Donné à Québec, le 6 mars 2003.

Denyse Arsenault,  
Présidente

Information : Gaétan Dumas, architecte  
Tél. : 692-0861, poste 305

Raymond Chabot inc. ✪  
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ  
AVIS DE LA PREMIÈRE  
ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la faillite de  
SUCCESSION GREGOIRE LAFLAMME  
Avis est par les présentes donné que la faillite de  
SUCCESSION GREGOIRE LAFLAMME, faisant  
affaire au 3861, des Liernes, Lévis (Québec) G6W  
7R9, est survenue le 28 février 2003, et que la  
première assemblée des créanciers sera tenue le  
17 mars 2003, à 11 h, au 12025, 1<sup>re</sup> Avenue Est,  
Saint-Georges-de-Beauce (Québec).  
Fait à Saint-Georges, le 3 mars 2003.

Raymond, Chabot Inc.  
Syndic de l'actif de  
Succession Grégoire Laflamme  
Pierre Madore, CA, CIRP  
Responsable de l'actif

12025, 1<sup>re</sup> Avenue Est  
Saint-Georges-de-Beauce (Québec) G5Y 2E2  
Téléphone : (418) 229-2821  
Télécopieur : (418) 227-5058

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES  
À l'écoute de vos besoins

CENTRE D'ENTRAIDE  
DU TROUBLE AFFECTIF  
BIPOLAIRE DE QUÉBEC

Service d'entraide pour  
personnes atteintes du  
trouble affectif bipolaire  
(maniac-dépression)  
ou de dépression.

(418) 522-0551  
cetaq@planetnet.net  
http://membres.lycos.fr/cetaq

entraide à  
parents

modèles 3 programmes sur l'en-  
traide des compétences  
parentales.  
-Parcours de tout-petits, les appren-  
tissages de la vie (2 à 6 ans)  
-Vie de famille, de la discipline à  
l'autonomie (6 à 12 ans)  
-Précis d'adolescence (12  
à 18 ans)  
Aussi : service téléphonique tous  
les jours de la semaine

(418) 664-0050  
286, 2<sup>e</sup> rue Québec G1J 2J7  
Site Web : www.entrainedeparents.com  
Courriel : info@entrainedeparents.com

## CONGRÈS D'ORIENTATION

## La notion de caisse-santé fait son chemin au PQ

François Legault demande aux militants de prévoir l'explosion prochaine des coûts de la santé

VALÉRIE LESAGE  
VLesage@lesoleil.com

■ MONTRÉAL — Le principe de la création d'une caisse-santé fait son chemin au Parti québécois. Malgré une certaine opposition, la proposition, poussée par les jeunes et le ministre François Legault, a franchi une étape en vue de son adoption par le parti aujourd'hui.

Le ministre de la Santé est intervenu dans les débats de la commission sur les services publics afin de convaincre les militants opposés que cette tirelire était nécessaire, même dans l'éventualité où tous les autres problèmes liés au financement des soins de santé seraient réglés.

« Être responsable, ça suppose de penser à mettre de l'argent de côté pour les besoins exceptionnels que nous allons vivre dans les prochaines années », a fait valoir le ministre, expliquant que les coûts de la santé allaient exploser avec le vieillissement accéléré de la population québécoise. Le nombre de gens âgés de 65 ans et plus va doubler au cours des deux prochaines décennies.

Les opposants à la création de la caisse-santé, surtout des gens plus âgés, ne veulent pas d'une nouvelle forme d'impôt. Aussi, ont-ils plaidé, il serait possible de réduire la facture des coûts de santé par une gestion plus efficace. Il faut, au surplus, rétablir l'équilibre fiscal avec Ottawa, ont-ils affirmé.

Le ministre Legault s'est montré bien d'accord, mais a insisté : cela ne suffira pas.

À l'appui du ministre, Jean-François Rebello, du PQ Montréal-Centre, a rappelé aux militants qu'au moment de la création de la Régie des rentes dans les années 60, beaucoup de gens disaient qu'il n'était pas nécessaire d'économiser. « Aujourd'hui, ils sont contents que les Parizeau et Lesage aient eu le courage de mettre de l'argent de côté pour les retraités. »

La Commission sur les services publics a finalement adopté la proposition sur la création d'une caisse-santé. Elle sera soumise aujourd'hui à l'ensemble des militants du parti. François Legault souhaite qu'elle se retrouve ensuite dans la plate-forme électorale du PQ.

Comment financer la caisse-santé? Le ministre reste évasif sur la question et se contente de



Le premier ministre Bernard Landry a incité ses partisans à garder la souveraineté au cœur du prochain débat électoral.

dire ce qu'il faut éviter : les baisses d'impôts proposées par ses adversaires.

« Les propositions du PLQ et de l'ADQ de baisser les impôts, donc les revenus, de façon majeure — on parle de 5 milliards \$ de baisses d'impôts par année au PLQ, 2,6 milliard \$ par année promis du côté de l'ADQ —, c'est totalement irresponsable », a soutenu M. Legault.

Il a estimé que pendant la campagne électorale, expliquer « l'incohérence » entre les baisses d'impôt et les hausses de dépenses inévitables sera en soi un défi. En d'autres mots, le débat sur le financement de la caisse-santé viendra après les élections.

## GRATUITÉ SCOLAIRE

La commission sur les services publics a rejeté l'idée d'abolir les droits de scolarité universitaires. La proposition en ce sens, issue du document d'orientation du parti, a subi plusieurs amendements et elle vise maintenant l'accessibilité plus que la gratuité.

La proposition qui sera soumise aujourd'hui au parti prévoit le maintien du gel des frais de scolarité, une réglementation des frais afférents facturés aux étudiants, la bonification du régime de prêts et bourses et une politique de report des droits de scolarité par l'instauration d'un impôt post-universitaire.

## QUESTION NATIONALE

## Charest estime être le mieux placé pour faire avancer le Québec

Il croit cependant que c'est la santé qui doit être l'enjeu principal de la campagne électorale

FRANÇOIS CARDINAL  
La Presse

■ Le chef libéral, Jean Charest, n'a pas mis beaucoup de temps pour réagir au défi lancé hier par son adversaire le premier ministre Bernard Landry. Sommé de se positionner sur la question nationale, M. Charest a étayé sa position le jour même en affirmant proposer « une approche différente de celle à laquelle le Québec a été habitué dans le passé ».

« On veut bâtir des relations qui débordent la relation que le Québec a avec le gouvernement fédéral, a-t-il indiqué en marge du forum du Parti libéral sur les communautés culturelles. On veut bâtir des alliances avec nos voisins. On veut créer un conseil de la fédération. On veut se sortir des ornières dans lesquelles le Québec s'est enfermé avec cette culture où la chicane avec le fédéral est une deuxième nature. »

Après avoir précisé pour une enième fois que c'est la santé et non la question nationale qui sera l'enjeu des prochaines élections, le chef libéral a tout de même dit qu'il était « prêt à débattre avec Bernard Landry » sur cette question.

« Les gouvernements libéraux, historiquement, ont été ceux qui ont connu le plus de succès dans les changements à la fédération, a-t-il rappelé. Et quand je fais un peu de perspective pour l'avenir, je me dis que le grand dossier au Québec, c'est la question du déséquilibre fiscal, pour laquelle je me bats depuis 1997 et pour laquelle j'ai payé un prix politique quand j'étais au fédéral parce que j'y croyais. Et si j'ai accepté de le faire à ce moment-là, il me semble que les Québécois ont raison d'être rassurés sur ma capacité de le faire à l'avenir. »

Les propos de M. Charest faisaient suite à



« On veut sortir de cette culture où la chicane avec le fédéral est une deuxième nature », affirme Jean Charest.

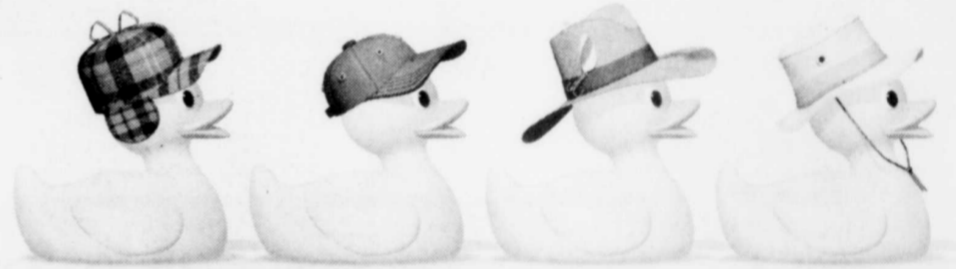
ceux tenus quelques heures plus tôt par M. Landry. Aux militants réunis en congrès d'orientation à Montréal, le chef péquiste a affirmé qu'il n'y avait pas de vie démocratique au Québec « sans que la question nationale n'en soit au centre ».

Par conséquent, il a sommé ses adversaires d'expliquer pourquoi le Québec n'est pas égal aux autres dans le concert des nations. « Je demande à MM. Charest et Dumont pourquoi la nation québécoise demeure la simple province d'une autre nation. »

Peu ébranlé, M. Charest a rétorqué que la question qui reste maintenant à poser est celle-ci : qui est le mieux placé pour faire avancer les intérêts du Québec sur la question constitutionnelle? « Pour moi, la réponse est évidente », a-t-il finalement ajouté.

## L'aventure, c'est dans ma nature

Centre de foires d'ExpoCité du 13 au 16 mars



## NOUVEAU démonstrations culinaires

Venez planifier vos vacances et rencontrer les vrais spécialistes

Sur place, une grande sélection d'équipement de pêche et de plein air, de VTT et d'embarcations

Venez visiter le pavillon de la pourvoirie **EVINRUDE**. Plus de 80 pourvoyeurs vous y attendent!Rabais offert au [www.saloncamping.ca](http://www.saloncamping.ca)

**PRIX D'ENTRÉE**  
Adultes 9,50 \$  
Étudiants — Âge d'or 7,50 \$  
Enfants (6 à 11 ans) 3,50 \$  
Forfait famille 20 \$  
(2 adultes et 2 enfants de 6 à 11 ans)

**HORAIRE**  
13 mars midi à 22 h  
14 mars midi à 22 h  
15 mars 10 h à 22 h  
16 mars 10 h à 17 h

NOUVEAU OUVERT DE

**LE VRAI SALON**  
CAMPING, PLEIN AIR,  
CHASSE ET PÊCHE

[www.saloncamping.ca](http://www.saloncamping.ca)

LE SOLEIL

Salons Nationaux des Sportsmen au Canada



## DANS LES CUISINES DE RIDEAU HALL

## Le miroir du terroir canadien

M<sup>me</sup> Anne Desjardins, collaboratrice au cahier Plaisirs, a pu passer plusieurs heures dans les cuisines de Rideau Hall, la résidence officielle de la gouverneure générale, M<sup>me</sup> Adrienne Clarkson, à Ottawa. La série d'articles a été lancée hier. Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Desjardins explique le travail des responsables de la cuisine, dont les chefs Louis Charest et Oliver Bartsch. À suivre aussi demain et le samedi 15 mars.

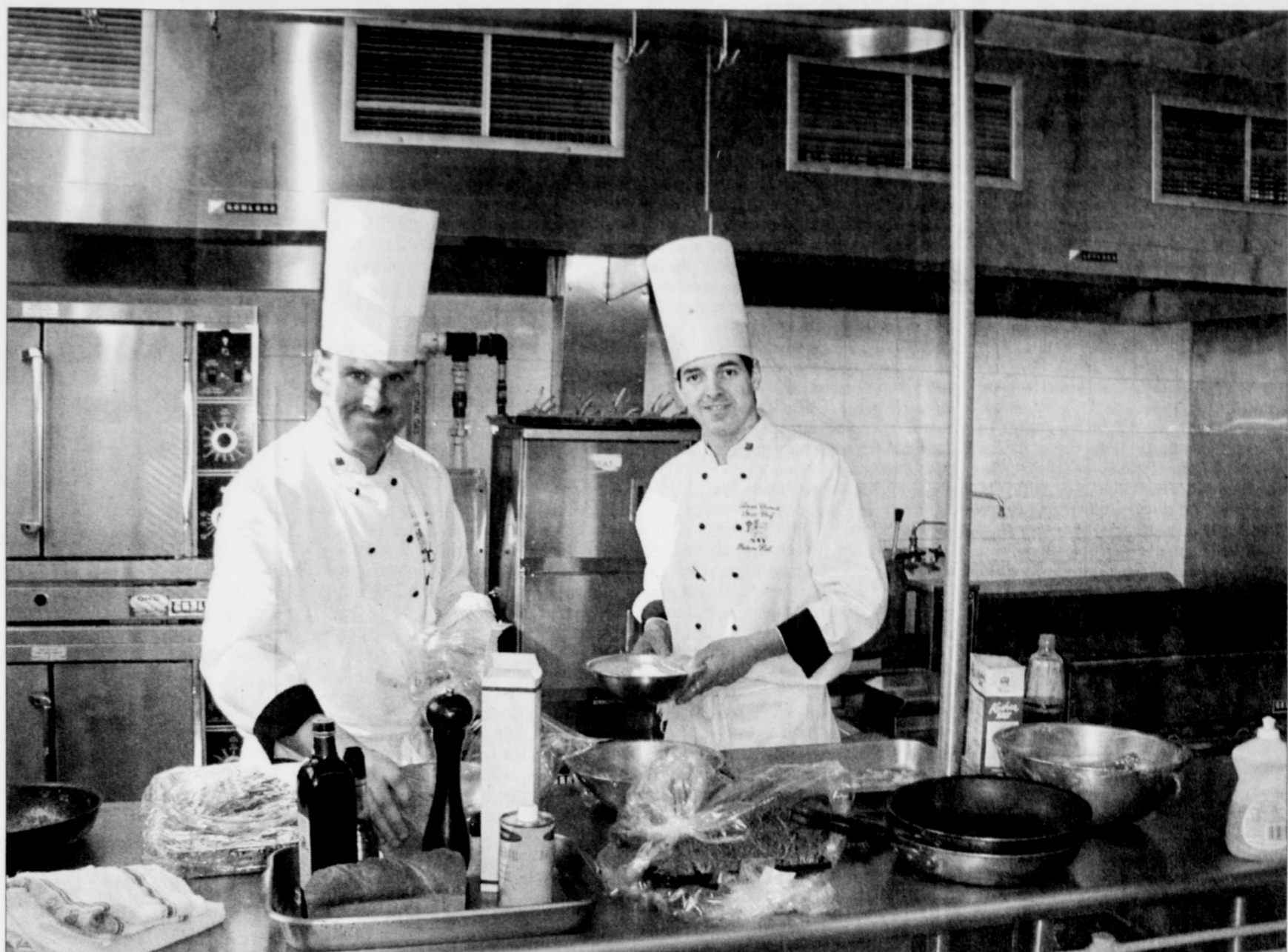
## DEUX DE QUATRE

■ Avec quelque 60 000 repas servis annuellement à des visiteurs canadiens et étrangers, on a surnommé Rideau Hall « la grande table de la nation ». Ce qui en fait une vitrine exceptionnelle pour illustrer le savoir-faire culinaire et agroalimentaire canadien dans le monde. Un savoir-faire encore largement méconnu...

Avant d'accepter leurs fonctions officielles, en 1999, leurs Excellences Adrienne Clarkson et John Ralston Saul appartenaient à un groupe restreint d'intellectuels influents que la presse anglophone avait affectueusement surnommés les « nationalistes canadiens ». À titre de journaliste, productrice et animatrice à la télévision de CBC, M<sup>me</sup> Clarkson a consacré une grande partie de sa carrière à faire connaître et valoriser le travail des artistes d'ici. De son côté, son écrivain et philosophe de mari contribue depuis plus de 20 ans à enrichir une réflexion multidisciplinaire sur les fondements de notre société : démocratie, éducation, biculturalisme, identité et souveraineté nationale, par l'intermédiaire de son travail et de son engagement dans différentes causes et sur différentes tribunes. Alors, bien sûr, lorsque Madame a été nommée gouverneure générale, on pouvait s'attendre à ce que cet amour profond et cette connaissance intime de leur pays rejaille de multiples façons sur la vie quotidienne de Rideau Hall.

## LABORATOIRE CULINAIRE

Dans les cuisines, par exemple, le chef exécutif Oliver Bartsch et son second Louis Charest ont été invités à mettre leur talent et leur créativité au service des produits du terroir canadien. Un défi qu'ils relèvent avec brio et plaisir. « Nous sommes ici dans la grande maison des produits canadiens, résume le chef Bartsch, qui dirige les cuisines de Rideau Hall et la brigade d'une douzaine de cuisiniers depuis six ans. C'est vraiment un honneur d'avoir à sa disposition l'incroyable diversité de cette production pour créer des plats magnifiques sans aucune contrainte. » La tâche est colossale parce qu'on est ici dans un véritable laboratoire. « Parfois, nous mettons jusqu'à six heures pour créer une recette, rédiger un menu, chercher un microproduit ou dresser une assiette correctement, précise Louis Charest. Mais pour un cuisinier, travailler de cette manière représente un privilège. » Les chefs Bartsch et Charest sont conscients du rôle de précurseur et



Le chef de cuisine Oliver Bartsch et son sous-chef Louis Charest dans la petite cuisine de service attenante aux salles de réception de Rideau Hall. Partout, des grandes fenêtres laissent entrer le soleil, ce qui est rare en cuisine !

de modèle que doit tenir la « grande table de la nation » et ils prennent cette mission d'avant-garde très au sérieux. Ainsi, jamais ils ne reprennent deux fois une même recette. « Chaque amuse-bouche, chaque entrée, chaque dessert que nous servons ici est toujours une création unique, d'insister le chef Charest. Nous nous sommes lancés ce défi parce que c'est une stimulation constante et un moteur à la création. »

Comme tous les cuisiniers qui travaillent à Rideau Hall, Louis Charest et Oliver Bartsch sont des *performers* passionnés, exigeants et curieux. Leur carnet d'adresses est impressionnant : tout ce que le pays compte de petits producteurs de beaux produits originaux s'y retrouve : lapin de Saint-Apollinaire, fromages de Maurice Dufour, cassis de l'île d'Orléans, grains rares de la Saskatchewan, homard de Terre-Neuve, aïelles du Manitoba, bleuets sauvages du Lac-Saint-Jean, agneau et champignons biologiques de l'Ontario, caribou du Nunavut, crevettes de Haida Gwaii, endives rouges du Québec.



Anne Desjardins  
Plaisirs@lesoleil.com  
Collaboration spéciale

d'adresses que les chefs agrémentent de différentes façons. « Madame et Monsieur rapportent de chacun de leurs voyages à travers le pays les coordonnées de nouveaux fournisseurs, qu'ils partagent avec nous, ce qui nous aide beaucoup dans nos recherches », dit le chef Bartsch.

Lorsqu'ils créent un menu de réception, Oliver Bartsch et Louis Charest cherchent toujours à représenter le terroir canadien dans son ensemble. L'entrée tiède qu'on a servie aux récipiendaires de l'Ordre du Canada il y a deux semaines est un véritable microcosme du pays et reflète à merveille la philosophie des cuisines de Rideau Hall. On a réuni dans une même assiette un gâteau de joutes et de langues de morue de Terre-Neuve-et-Labrador et de la morue charbonnière fumée de la Colombie-Britannique, agrémentés d'une salade de grains des Prairies, de petits légumes biologiques de l'Ontario, avec réduction de persil de mer du Québec. On a ensuite décoré le tout d'un ravissant craquelin trois couleurs en forme de demi-lune à base d'ingrédients des Maritimes. Résultat : une explosion inédite de saveurs, de formes et de textures aux couleurs du drapeau canadien. Des heures de recherches dans cette cuisine qui est un véritable laboratoire, vous dis-je...

Les caves à vin de Rideau Hall ont aussi été entièrement revues par John Ralston Saul et l'agent de négociation des contrats de Rideau Hall, Pierre Laframboise. Aujourd'hui, elles comptent 4000 bouteilles de vins, liqueurs et spiritueux exclusivement canadiens (à lire samedi, dans le cahier Plaisirs du SOLEIL : un reportage sur les caves de Rideau Hall).

## PRÊCHER PAR L'EXEMPLE

Par un lundi matin ensoleillé de février, son Excellence me reçoit à la Citadelle de Québec, la seconde résidence officielle du Gouverneur général, où elle séjourne à plusieurs reprises durant l'année. La semaine

précédente, M<sup>me</sup> Clarkson avait participé à diverses activités entourant le Carnaval et reçu les lettres de créance des ambassadeurs étrangers. Installées dans le salon Saint-Laurent, une magnifique verrière surplombant le fleuve, décorée par la designer Madeleine Arbour, nous discutons de l'importance pour le chef de l'État canadien de dévoiler les multiples visages du pays aux visiteurs étrangers. Partout sur les murs de la Citadelle et de Rideau Hall sont accrochées des œuvres d'artistes de chez nous : Riopelle, McEwen, Jean-Paul Lemieux, Arthur Villeneuve, Emily Carr. On trouve aussi des objets anciens qui rappellent certains épisodes de l'histoire canadienne, de même que des sculptures inuites. Les meubles proviennent des quatre coins du pays ; ils reflètent différents styles et différentes époques, tandis qu'on a repeint les pièces de Rideau Hall aux couleurs originales, afin de rappeler le caractère patrimonial de cette résidence.

Mais c'est du côté de la gastronomie que la vision pancanadienne du



L'assiette d'entrée tiède aux deux morues servie aux récipiendaires de l'Ordre du Canada reflète à merveille la philosophie des cuisines de Rideau Hall.

gouverneur général frappe le plus par son audace et son innovation. « Dès le début de mon mandat, mon mari et moi avons voulu souligner le fait que notre pays offre depuis quelques années une très grande variété de produits du terroir et de vins superbes, confie M<sup>me</sup> Clarkson avec enthousiasme. Nous avons, par exemple, une bonne centaine de fromages, comme le Mi-carême et le Riopelle de l'île-aux-Grues, d'excellents chèvres, et même un extraordinaire parmesan qui nous vient de l'Alberta. Nous utilisons aussi les viandes d'ici, comme l'agneau et le chapon de l'île d'Orléans, le cerf, le bison de l'Ouest, le canard du Lac-Brôme ou le caribou du Nunavut. » Mais à Rideau Hall, on ne sert jamais de poisson d'élevage, à cause des risques pour l'environnement. C'est qu'on a la fibre écologique très

développée. Je soupçonne leurs Excellences de vouloir prêcher par l'exemple en utilisant non seulement des produits du terroir, mais aussi le plus possible des aliments biologiques, incluant ceux de leur potager, dont la récolte garantit l'autarcie de la résidence officielle jusqu'à la mi-octobre. On y conduit même des recherches pour retrouver des variétés indigènes de légumes qui n'auraient pas subi d'hybridation.

## UNE VITRINE SUR LE MONDE

Un des aspects les plus inusités de ce choix arrêté de « manger canadien », c'est qu'il transforme la résidence du gouverneur général en une formidable vitrine promotionnelle de nos produits à l'étranger, puisqu'on y reçoit chefs d'État, ambassadeurs, gens d'affaires et artistes du monde entier. Ceux-ci repartent souvent emballés par leur découverte de cette cuisine audacieuse qui n'a pas

d'équivalent ailleurs. C'est une fierté pour Madame. « Vous savez, on ne perçoit pas le Canada comme un pays significatif au plan agroalimentaire et gastronomique, contrairement à la France. C'est une question de marketing. Nous n'avons jamais développé cette image de nous-mêmes à l'étranger. Les visiteurs sont donc toujours très étonnés par la diversité et l'originalité de ce que nous leur servons. Non seulement ils mangent très bien, mais ils découvrent aussi des produits inconnus et fascinants qui sont l'exact reflet de notre pays. J'appelle cela une forme de diplomatie matérielle haut de gamme. »

## UNE CUISINE MIROIR

John Ralston Saul croit aussi à la mission de Rideau Hall comme reflet de ce que nous sommes. « On a tous besoin de se regarder dans un miroir pour mieux comprendre d'où l'on vient. Et l'un de ces miroirs, c'est le territoire qui nous fait boire et manger. Je crois qu'il est important de se nourrir des choses qui sont issues de ce territoire auquel nous appartenons. C'est un facteur de réalité, en quelque sorte. » Cette vision du pays nourricier est aussi très stimulante pour cet écrivain qui l'a arpenté dans tous les sens. « Nous avons une foule de microclimats différents du nord au sud et de l'est à l'ouest qui produisent une foule de denrées différentes. C'est très excitant de montrer au reste du monde qu'on peut créer une gastronomie à notre image, au lieu de s'inspirer de choses importées d'ailleurs. On découvre son pays à travers ses aliments, ce qui est très intéressant et permet, par le fait même, de créer une cuisine en perpétuelle effervescence. »

Demain : le protocole assoupli de Rideau Hall. Anne Desjardins est journaliste à la Première Chaîne de Radio-Canada.



Adrienne Clarkson lors d'une visite à la Citadelle en février

# LE MONDE

## Résignation à Bagdad

EZZEDINE SAÏD  
Agence France-Presse

BAGDAD — L'Irak a salué le rapport du chef des inspecteurs en désarmement Hans Blix à l'ONU, qualifié de « juste » par la presse à Bagdad, mais reste sans illusions sur les chances d'éviter une guerre annoncée.

« Je pense que le rapport Blix était objectif et positif », a déclaré hier à l'AFP le député Moudhafar Al-Adhami, membre influent du parti Baas au pouvoir.

« Il a fait mention de beaucoup de preuves (suggérant) que l'Irak coopère activement avec les inspecteurs en désarmement », a-t-il ajouté.

Selon lui, ce texte contient des éléments pour « convaincre la majorité des membres du Conseil de la nécessité pour les experts de continuer leur travail ».

Toutefois, à la question de savoir si ce rapport suffirait pour empêcher une guerre, il a répondu : « Nous ne pouvons pas dire cela ».

« Colin Powell a interprété le rapport à sa guise, d'une manière qui pourrait conduire à la guerre alors que les autres membres du Conseil l'ont jugé positif », a-t-il dit.

MM. Blix et le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei, ont présenté vendredi au Conseil de sécurité un rapport globalement positif, après plus de trois mois d'inspections en Irak.

Babel, le journal du fils aîné du président Saddam Hussein, Oudaï, estime que les chefs des inspecteurs ont été « justes » envers l'Irak et dénoncé les « mensonges » proférés selon lui par M. Powell.

« Que les rapports Blix et El-Baradei aient été justes envers nous ne nous a pas surpris, étant donné les grands sacrifices consentis par l'Irak pour coopérer à la résolution 1441 », durcisant le régime d'inspection, écrit le quotidien.

Il estime que M. Powell, qui a notamment assuré que l'attitude de Bagdad n'était qu'un « catalogue de non-coopération », était apparu « comme celui qui tente de faire pleurer les invités dans une cérémonie de mariage en les prenant pour des dupes ».

### ULTIMATUM

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont déposé un projet de résolution qui donne jusqu'au 17 mars au Conseil de sécurité pour se prononcer sur la réalité du désarmement de l'Irak et permet ensuite de déclencher les opérations militaires.

Selon Babel, le Conseil devrait « envisager sérieusement la levée de l'embargo imposé à l'Irak après qu'il eut été prouvé qu'il ne possède pas d'armes de destruction massive, au lieu d'examiner le projet de résolution monstrueux que l'administration diabolique américaine et son valet britannique (Tony) Blair tentent de faire passer ».

Devant le Conseil, l'ambassadeur irakien à l'ONU Mohamed Al-Douri a reconnu qu'une guerre paraissait inévitable. « Il semble que la possibilité d'une guerre d'agression lancée contre l'Irak soit devenue imminente, quelle que soit la décision que prendra ce Conseil de sécurité », a-t-il déploré, en demandant aux pays membres de ne pas fuir leurs responsabilités.

### AFFABULATIONS

L'Irak, qui a qualifié de « stupidités et affabulations » les propos de M. Powell et de son homologue britannique Jack Straw, continue de coopérer avec les experts en désarmement en espérant un revirement de dernière minute de Washington.

« Le rapport de Blix a été largement positif et les questions en suspens qu'il a évoquées sont techniques et procédurales et peuvent être résolues par la négociation », estime l'analyste politique Abdelwhab Al-Qassab.

« Le front franco-russe paraît déterminé à empêcher une résolution autorisant le recours à la force ».

« Si les États-Unis obtiennent les neuf voix nécessaires, le sort de cette résolution dépendra d'un éventuel recours au droit de veto par la France ou la Russie, mais est-ce que les Américains le respecteront ? », s'est-il interrogé.

Washington et Londres ont déjà averti que le 17 mars marquerait la fin de la période diplomatique, quel que soit le sort du projet de résolution.

### CRISE IRAKIENNE

# Chirac se battra jusqu'au bout

MICHEL LECLERCQ  
Agence France-Presse

PARIS — Face à l'imminence d'une guerre contre l'Irak, le président français, Jacques Chirac, apparaît de plus en plus déterminé à se battre jusqu'au bout, envisageant d'aller plaider la paix à New York devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Les responsables français ont aussi, ces derniers jours, levé les ambiguïtés longtemps entretenues sur le recours au veto en affirmant que la France s'opposerait à tout projet de résolution ouvrant la voie à une guerre. « Nous refuserons, quoiqu'il arrive, toute résolution qui autoriserait la guerre », insiste-t-on à l'Élysée.

À l'heure actuelle, Paris estime qu'une majorité du Conseil de sécurité est toujours hostile à la guerre, mais ce rapport de forces peut changer, contraignant la France, la Russie et la Chine à décider d'opposer ou non leur veto.

### VOTE IMMINENT

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a proposé vendredi que les chefs d'État et de gouvernement votent sur le projet de résolution présenté par l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis et qui donne jusqu'au 17 mars à l'Irak pour se désarmer totalement. Un vote sur cet ultimatum pourrait intervenir dès mardi.

« Quand on décide de la mort ou de la vie, cela mérite de le faire au niveau le plus élevé des responsables », affirme-t-on dans l'entourage de Jacques Chirac pour expliquer la nécessité de réunir à New York chefs d'État et de gouvernement.

Le président français a pris contact avec plusieurs membres du Conseil, mais le secrétaire d'État américain Colin Powell a d'ores et déjà jugé qu'un sommet n'était « pas nécessaire ».

Il n'y a toutefois pas besoin d'un consensus car chacun des quinze pays membres du Conseil de sécurité est libre de choisir son niveau de représentation.

Pour Paris, cette initiative se justifie non seulement par l'importance de l'enjeu — la guerre ou la paix — mais aussi parce que la crise irakienne va définir un précédent pour la gestion d'autres situations de crise dans le monde comme le conflit israélo-palestinien, la prolifération en Corée du Nord ou la tension indo-pakistanaise.

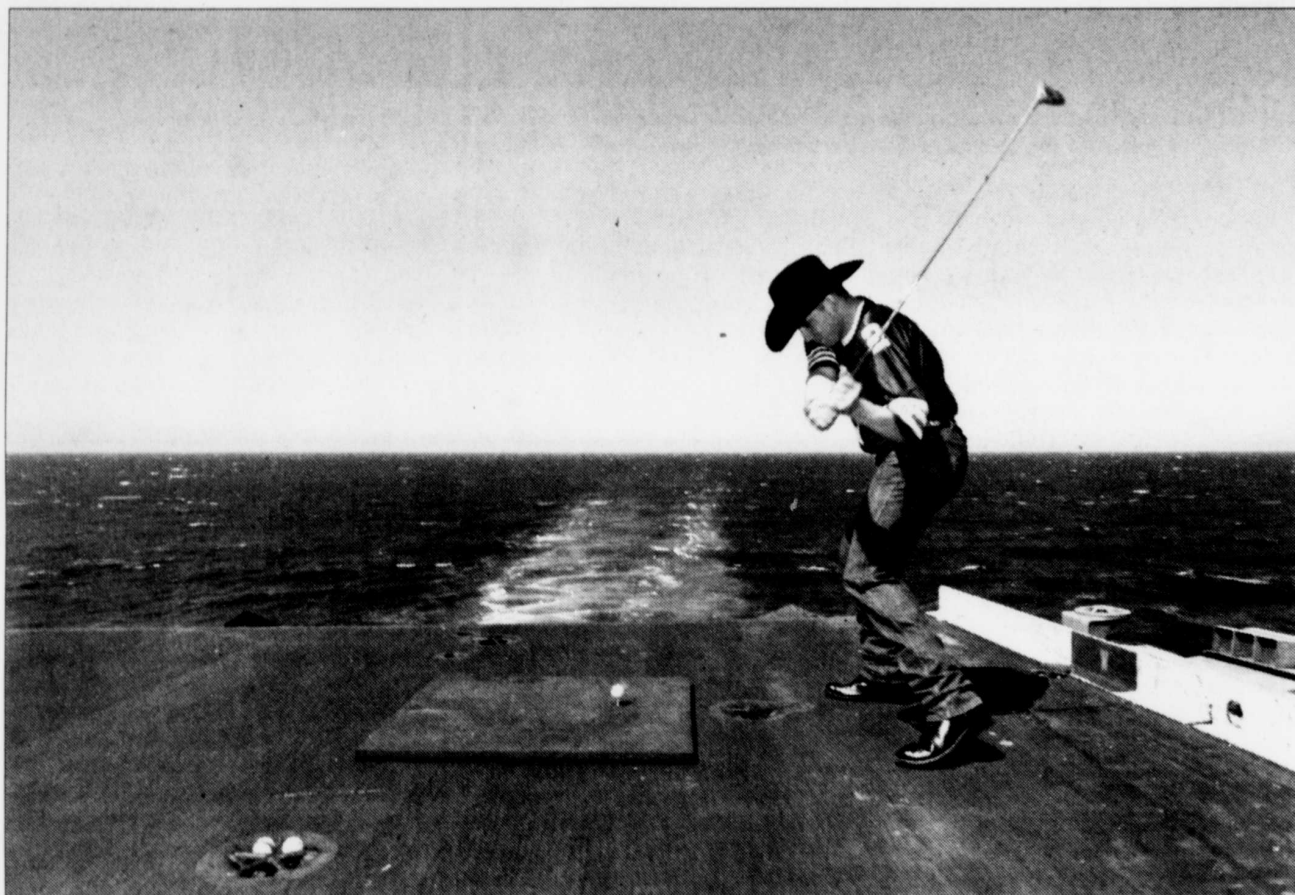
« Nous sommes en train de définir une méthode de règlement des crises. Nous sommes en train de choisir l'organisation du monde dans laquelle nous voulons que vivent nos enfants », a dit vendredi Dominique de Villepin au Conseil de sécurité en référence au refus de l'unilatéralisme et à une gestion collective des crises par le système des Nations unies.

### REPRÉSAILLES EXCLUES

Par ailleurs, Paris écarte l'idée d'une détérioration sérieuse des relations entre la France et les États-Unis, même si la France devait contraindre Londres et Washington à se lancer dans la guerre en dehors de l'ONU. Les États-Unis n'ont en effet ni le soutien ni les moyens — en raison de l'organisation multilatérale des échanges — d'exercer des représailles contre la France, fait-on valoir.

L'Élysée affirme aussi que les divisions provoquées par la crise irakienne n'empêcheront pas l'Europe de continuer à progresser, à l'image du récent sommet franco-britannique du Touquet qui a permis des avancées en matière de défense commune. Le seul effet, dit-on, pourrait être de retarder de quelques mois la Convention qui doit mettre au point les futures institutions de l'Europe élargie.

En dépit des signes contraires, Paris veut encore croire que la guerre n'est pas inéluctable. « En toutes hypothèses, les Américains ont déjà gagné » car l'Irak est « mise sous tutelle » par l'ONU, insiste l'Élysée.



On passe le temps comme on peut sur le porte-avions américain « Kitty Hawk », déployé dans le golfe Persique, en attendant que commence la guerre contre l'Irak, le 17 mars, si l'on en croit l'ultimatum anglo-britannique soumis au Conseil de sécurité des Nations unies.

## Un extraordinaire psychodrame

Les guerres du Golfe se suivent mais ne se ressemblent pas. La seconde, promise en principe pour le 17 mars, se fait encore attendre, mais, même victorieuse et courte, c'est-à-dire de six jours à six semaines, si l'on en croit le secrétaire américain à la Défense, M. Donald Rumsfeld, elle sera forcément différente de la première tant les deux avant-guerres diffèrent radicalement l'un de l'autre.

L'actuel avant-guerre est extraordinaire. Nul roman de politique-fiction ne se compare au psychodrame qui se joue actuellement au Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a bel et bien un ultimatum en chair et en os, si l'on peut dire, à l'étude avec la fatidique date du 17 mars écrite noir sur blanc, mais nul ne sait de quoi seront faits les huit prochains jours.

Vendredi, après le dépôt du rapport du chef des inspecteurs en désarmement de l'Irak, M. Hans Blix, le ministre français des Affaires étrangères, M. Dominique de Villepin, invitait les chefs d'État ou de gouvernement des 16 pays membres du Conseil à venir en personne procéder au vote, attendu mardi, de la résolution soumise par Londres, Washington et Madrid. Il annonçait du même souffle que M. Jacques Chirac, ainsi que d'autres de ses homologues, sera de la partie, mardi, à New York. Washington a rejeté la proposition, mais en vertu du principe que « les absents ont toujours tort », la présence de M. George W. Bush ne saurait être exclue. Mais quelle couleur à avaler pour le président américain : aller en personne devant le Conseil de sécurité proclamer sa décision de passer outre à une décision solennelle de la respectable institution, c'est en soi lui reconnaître l'autorité qu'il entend contourner.

Et cela, selon toute vraisemblance, devant les caméras de télévision.

C'est du jamais vu. Il faut remonter à la fameuse bataille des euro-missiles, au début des années 80, en Europe,

pour retracer un psychodrame diplomatique comparable. C'est à l'ample mouvement pacifiste nourri par cette fameuse polémique qu'il faut en effet comparer les actuelles protestations contre la guerre en Irak, notamment en Europe, plus qu'à celui de la guerre au Vietnam, qui fut d'abord une affaire américaine.

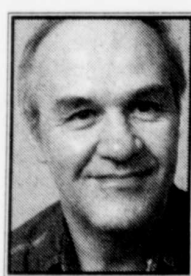
Quel contraste avec la première guerre du Golfe où presque tout s'est fait tam-bour battant conformément aux plans prévus, que ce soit au chapitre de la mise sur pied de la coalition contre l'Irak, après l'invasion du Koweït en août 1990, qu'à celui du passage à l'acte, six mois plus tard.

### CIRCONSTANCES DIFFÉRENTES

Les circonstances sont très différentes.

En 1990 et en 1991, les enjeux étaient d'une simplicité presque enfantine. Le délit reproché à Saddam Hussein était alors incontestable. L'invasion du Koweït correspondait à la définition la plus simple possible de l'« agression », c'est-à-dire le franchissement par une armée régulière de la frontière d'un pays reconnu par la communauté internationale, et ce, sans le consentement de l'intéressé. Toute autre définition est équivoque. Par un stupéfiant renversement de situation, ce sont les États-Unis, avec le soutien chancelant de la Grande-Bretagne, qui s'approprient à franchir, le 17 mars, à partir du Koweït, la frontière d'un pays reconnu par la communauté internationale avec des armées régulières, et ce, sans le consentement de celui-ci. Les réticences de la Turquie voisine à soutenir l'opération ne font que donner plus de poids et d'éclat à ce renversement des choses et des apparences.

Le contexte politique et idéologique est aussi radicalement différent. La première guerre du Golfe fut la première guerre de l'après-guerre froide. Elle était porteuse d'espoirs. C'était apparemment le triomphe



René Beaudin

RBeaudin@lesoleil.com

des idées libérales. Le mur de Berlin était tombé 18 mois plus tôt. Les dictatures d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique rendaient l'âme les unes après les autres. L'Afrique du Sud rompa avec quatre décennies d'apartheid. Il y avait eu bien sûr le massacre de la place Tianan men, en juin 1989, à Pékin, mais, aussi triste que soit l'événement et le souvenir, il était déjà perçu comme un accident de parcours, sans incidence notable sur le cheminement de l'humanité vers des lendemains qui chantent, c'est-à-dire vers une stabilisation grandissante des relations internationales. L'Union soviétique était encore de ce monde mais en pleine métamorphose. Son soutien, conditionnel mais sans accroc, à l'opération Tempête du désert témoignait du surgissement d'un nouvel ordre mondial.

### DÉMOCRATISATION RÉGIONALE

Les pays du Proche et du Moyen-Orient étaient encore sous la gouverne de dinosaures. Mais même si la démocratisation n'était pas un but de guerre proclamé de la coalition, elle était néanmoins à l'ordre du jour. Que des pays comme la Syrie et l'Arabie Saoudite, qui refusaient de reconnaître l'État d'Israël, l'acceptent comme allié implicite dans une guerre contre un pays qui s'affirmait, au sein du monde arabe, avec une conviction inégale il est vrai, selon les situations politiques, comme un pivot du Front du refus à l'égard de ce même État d'Israël, annonçait un dégel. Le conflit israélo-palestinien, ce talon d'Achille du monde arabe, apparaissait même comme susceptible de sortir de l'impasse dans le contexte de la première Intifada malgré sa marginalisation et le discrédit de l'Organisation de libération de la Palestine de M. Yasser Arafat pour son soutien au régime de Saddam Hussein. Les accords d'Oslo de 1993, sur l'autonomie palestinienne, sont largement tributaires de la première guerre du Golfe. Mais la décision de laisser en place le régime de Saddam Hussein à

Bagdad a finalement relégué aux calendes grecques ce rêve de démocratisation régionale.

Aujourd'hui, les États-Unis veulent reprendre le temps perdu. Ce n'est pas un but de guerre proclamé. Mais même s'ils en parlent comme d'une conséquence possible de la guerre qui s'en vient et non d'un but dont l'accomplissement doit s'inscrire noir sur blanc dans les textes qui forgeront l'après-guerre, le résultat est le même. Ils délégitiment ceux-là même dont ils sollicitent le soutien politique, moral et matériel. L'intention est peut-être louable et généreuse, mais dans le psychodrame en cours, cela relève davantage du grand dérapage que de la haute stratégie.

Voilà pour les grandes choses.

### LES MOTS INUTILES

Mais les grands dérapages tiennent aussi à de petites choses, parmi lesquelles les mots inutiles occupent une place de choix.

Ignorons, s'il est possible, les dissertations de M. Rumsfeld sur la « vieille Europe » qui relève plus de la philosophie de l'histoire que d'une démarche stratégique hautement raffinée.

Le Vieux Monde à le sens du tragique plus que le Nouveau, il saura bien replacer les « mots inutiles » dans leur juste perspective. Mais quand les points de repère traditionnels paraissent s'effondrer et que la distinction entre amis et ennemis semble sombrer dans le brouillard, les « mots inutiles » sont toujours de trop.

Ignorons aussi, encore là si c'est possible, l'allusion aux « six jours » de la prochaine guerre. Jusqu'à maintenant, ce qu'on appelle la rue arabe est d'une éblouissante discrétion. Mais si d'aventure la rue arabe devait se lever contre les États-Unis, la promesse de M. Rumsfeld y sera pour quelque chose, parce que pour le monde arabe, une guerre de six jours, c'est l'évocation d'un cataclysme encore récent — la défaite de 1967 contre Israël — dont on promet la répétition.

À vrai dire, il est impossible de les ignorer, ces mots inutiles. La guerre du 17 mars durera peut-être de six jours à six semaines, mais que de grains de sable déjà dans l'engrenage.

# Powell: jusqu'ou la loyauté?

Le 5 août, s'il faut se fier à *Bush at War*, le dernier livre du journaliste Bob Woodward, Colin Powell a eu un tête-à-tête de deux heures avec George W. Bush à l'étage privé de la Maison-Blanche. Profitant de cette occasion unique — les deux hommes sont loin d'être des intimes —, le secrétaire d'État a présenté au président les arguments contre une guerre unilatérale en Irak.

Cette guerre pourrait déstabiliser une région entière, a dit Powell au président. Les régimes amicaux — l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Jordanie — pourraient être menacés ou renversés. L'antiaméricanisme décuplerait de Rabat à Damas. Les retombées économiques pourraient être catastrophiques. Le coût de l'occupation de l'Irak serait élevé à coup sûr.

Et que penserait le monde d'un général MacArthur à Bagdad? a demandé Powell. Combien de temps l'occupation pourrait-elle durer? Personne ne le sait. «C'est beau de dire qu'on peut le faire unilatéralement, sauf qu'on ne peut pas», a dit Powell au président, sans prendre de détour. Les États-Unis ont besoin d'alliés.

Selon Woodward, ce tête-à-tête a contribué à la décision du président Bush de passer par les Nations unies, au grand dam de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld, qui voyaient dans ce détour non seulement une perte de temps, mais également un signe de faiblesse.

Le 8 novembre, avec l'aide de son homologue français Dominique de Villepin, Powell a orchestré l'adoption de la résolution 1441 par 15 voix à 0 au Conseil de sécurité. La résolution forçait Bagdad à accepter le retour des inspecteurs. Le chef de la diplomatie américaine venait d'acheter du temps pour la paix.

Mais son moment de gloire est passé. Vendredi, au Conseil de sécurité, Powell a présenté l'image d'un homme défait.

Le général n'est évidemment pas un pacifiste, mais il n'aime pas la guerre, contrairement aux faucons de la Maison-Blanche, qui n'ont jamais porté l'uniforme. Et la pire des guerres est sur le point de commencer, une guerre «préventive» déclenchée unilatéralement.

Powell peut-il endosser une telle guerre?

Avant la crise irakienne, Powell était l'Américain le plus admiré dans son pays et dans le monde. Au sein de l'administration Bush, la présence de cet homme expérimenté et prudent rassurait. Mais la crédibilité du premier secrétaire d'État noir a été sérieusement entamée au cours des dernières semaines.

Et la journée de vendredi a été un massacre. Au Conseil de sécurité, Dominique de Villepin, Hans Blix et Mohamed El-Baradei ont tour à tour



Richard Héту

Collaboration spéciale

contredit les assertions du chef de la diplomatie américaine, mettant en doute son intégrité devant un auditoire planétaire. «Rien n'indique aujourd'hui qu'il y ait un lien entre le régime irakien et Al-Qaïda», a dit le chef de la diplomatie française lors de son discours. Le 5 février, devant ce même Conseil de sécurité, Powell s'était pourtant évertué à établir ce lien.

El-Baradei a pour sa part rejeté l'authenticité de documents cités par Powell pour prouver un accord entre l'Irak et le Niger pour la vente d'uranium entre 1999 et 2000.

Et Blix a... Arrêtons-nous là, la cour est déjà pleine.

En bon soldat, Powell a défendu la politique du président. Jusqu'ici, il a tout fait pour éviter le pire, c'est-à-dire une guerre unilatérale. Si le Conseil de sécurité refusait de légitimer une intervention militaire en Irak, il serait confronté à un dilemme moral. Il connaît tous les dangers de cette guerre. Ne devrait-il pas quitter l'administration Bush, pour protester contre sa politique irakienne, pour sauver son honneur?

Cyrus Vance est le dernier secrétaire d'État américain à avoir démissionné sur une question de principe. En avril 1980, sous Carter, il avait claqué la porte pour marquer son désaccord avec la décision d'attaquer l'ambassade améri-

caine de Téhéran pour libérer les otages américains. L'opération s'était soldée par un échec humiliant et la mort de huit soldats américains. Et la prise d'otages avait duré 444 jours.

L'enjeu d'une guerre en Irak est encore plus grand. Parmi les employés de Colin Powell, plusieurs craignent le pire. L'un d'entre eux, à la fin de février, a remis sa démission, pour protester contre la politique américaine envers l'Irak.

Il s'agit d'un diplomate de carrière, John Kiesling, qui était conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Athènes. Dans sa lettre de démission, adressée au secrétaire d'État, il a écrit: «Notre recherche obstinée de la guerre contre l'Irak nous conduit à dilapider la légitimité internationale qui a constitué l'arme américaine, à la fois de défense et d'attaque, la plus puissante depuis (le président) Woodrow Wilson.»

Plus loin dans sa lettre, Kiesling ajoute: «Notre devise est-elle devenue *oderint, dum metuant*?»

Cette phrase latine résonne aujourd'hui aux quatre coins de la capitale américaine, où elle est répétée par les bellicistes de la Maison-Blanche, du Capitole et de la presse. Elle vient du poète tragique Lucius Accius, qu'aimait citer l'empereur Caligula. Elle signifie: qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent.

Bush n'est pas encore Caligula, mais jusqu'ou la loyauté de Colin Powell va-t-elle?



Le véhicule dans lequel prenait place Ibrahim Al-Makadmeh, l'un des fondateurs du Hamas et chef de ses services de sécurité, a été complètement démolé par les roquettes tirées à partir d'hélicoptères.

## Les dirigeants d'Israël ciblés par le Hamas

Le mouvement islamiste veut venger la mort d'un de ses chefs

SAKHER ABOU EL-OUN  
Agence France-Presse

■ GAZA — L'armée israélienne a porté un coup hier au mouvement radical palestinien Hamas, tuant un de ses chefs et ses trois gardes du corps dans un raid d'hélicoptères à Gaza, mais ce groupe a promis d'y riposter en prenant pour cible les dirigeants israéliens.

Un cinquième Palestinien a été tué par des tirs israéliens à Beit Lahia, un secteur dans le nord de la bande de Gaza réoccupé par l'armée pour empêcher des tirs de roquettes palestiniennes en direction du territoire israélien.

L'opération de liquidation d'Ibrahim Al-Makadmeh, l'un des fondateurs du Hamas et chef de ses services de sécurité, est intervenue après deux attentats menés par ce groupe, mercredi à Haïfa (16 morts outre le kamikaze) et vendredi dans une colonie juive de Cisjordanie (deux colons et deux agresseurs tués).

Deux hélicoptères ont tiré dans la matinée quatre roquettes en direction de la voiture dans laquelle circulait Makadmeh, 53 ans, et ses gardes du corps à Gaza, les tuant sur le coup.

Israël a justifié l'élimination de Makadmeh en le présentant comme «l'un des dirigeants de la branche armée du Hamas», le tenant «de la ligne la plus extrémiste du groupe» et «responsable de la préparation et l'exécution des opérations du Hamas à Gaza».

### VENGEANCE RÉCLAMÉE

Environ 70 000 personnes, dont des militants armés, ont participé à ses funérailles à Gaza. «Vengeance, vengeance», criaient les manifestants qui portaient des drapeaux verts du mouvement islamiste. Les Brigades Ezzedine Al-Qassam, branche armée du Hamas, ont promis de riposter au raid

en s'en prenant aux «dirigeants politiques» d'Israël. «Toutes les options militaires sont ouvertes et la priorité est de prendre pour cibles des dirigeants politiques sionistes», ont-elles affirmé dans un communiqué.

De son côté, l'un des responsables du Hamas, Abdelaziz Al-Rantissi, a appelé directement «les Brigades Ezzedine Al-Qassam à pointer leurs fusils sur les députés, les dirigeants des partis politiques et les ministres israéliens pour venger Ibrahim Al-Makadmeh».

Dans la soirée, les Brigades ont tiré deux obus de mortier en direction d'une colonie juive du bloc d'implantations du Goush Katif, dans le sud de la bande de Gaza, sans faire de blessé. Elles ont affirmé qu'il s'agissait de la «première étape» de leur riposte à l'assassinat de Makadmeh.

### RÉUNION DE L'OLP

Le ministre palestinien des Collectivités locales, Saëb Erakat, a accusé Israël d'avoir mené le raid à Gaza dans le but de faire échouer une réunion du Conseil central de l'OLP (CCOLP) ouverte à Ramallah, en Cisjordanie, pour discuter de la création d'un poste de premier ministre.

«Cette opération fait partie d'un plan israélien visant à saboter les réunions du CCOLP et du Parlement palestinien (CLP)» prévue lundi, a déclaré M. Erakat.

À l'ouverture de la réunion du CCOLP, le dirigeant Yasser Arafat a pressé de nouveau Mahmoud Abbas (Abou Mazen) d'accepter le poste de premier ministre. «J'espère qu'Abou Mazen va accepter le poste de premier ministre», a-t-il dit.

Le CCOLP a accepté le principe de la nomination d'un premier ministre et approuvé le choix de M. Abbas.

Ce dernier, considéré comme le bras droit de M. Arafat, a réservé sa réponse. Il a affirmé qu'il «refuserait ce poste s'il n'est pas doté de prérogatives», dans un entretien à un quotidien arabe.

«La priorité est de prendre pour cibles des dirigeants politiques sionistes»

Vendredi soir, MM. Arafat et Abbas se sont rencontrés pour tenter de trouver un accord sur la répartition des pouvoirs entre le président de l'Autorité palestinienne et le futur premier ministre.

Cédant à la pression d'Israël, des États-Unis et des Européens, M. Arafat s'est résigné, le 14 février, à accepter le principe de la désignation d'un premier ministre. Israël et Washington veulent voir limitées les prérogatives de M. Arafat avec lequel le gouvernement d'Ariel Sharon refuse de négocier.

Par ailleurs, un Palestinien blessé jeudi lors d'une incursion de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jabaliya, dans la bande de Gaza, est décédé, ce qui porte à 3064 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada, fin septembre 2000, dont 2295 Palestiniens et 72 Israéliens.

## 72 heures pour prendre Bagdad

■ LONDRES — Les plans des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour une guerre en Irak prévoient la prise de Bagdad en 72 heures, notamment par une opération éclair de parachutistes sur l'aéroport international de la capitale irakienne, rapporte le *Sunday Telegraph*. Une telle opération débuterait quelques heures après le début d'une guerre, selon le journal. Des avions de combat armés de bombes guidées par satellite détruiraient d'abord les emplacements de défense antiaérienne et les troupes gardant l'aéroport avant le largage de parachutistes et de troupes hélicoptérées d'une hauteur de 75 mètres. Une guerre commencerait par des salves de missiles de croisière, suivies de frappes par des bombardements aérien et des frappes contre les centres de commandement irakiens. (AFP)

## Blair menacé par des démissions

■ LONDRES — Le premier ministre britannique, Tony Blair, est menacé d'une vague de démissions au sein de son gouvernement en cas de participation de la Grande-Bretagne à une guerre contre l'Irak sans l'aval des Nations unies, rapporte aujourd'hui le *Sunday Telegraph*, qui affirme que cinq députés chargés de fonctions gouvernementales, dont trois membres du cabinet, ont déclaré qu'ils renonceraient à leur poste en cas de guerre sans une nouvelle résolution l'autorisant expressément. Le *Sunday Times* affirme pour sa part que le nombre de démissions pourrait s'élever à 10. Le journal ajoute que quelque 200 députés, sur les 412 qui compte le Parti travailliste de M. Blair, voteraient une motion condamnant la politique irakienne du premier ministre en cas de conflit non avalisé par le Conseil de sécurité. (AFP)

Vivre l'anglais!

ÉTÉ 2003

PROGRAMME INTENSIF D'IMMERSION ANGLAISE

29 juin au 19 juillet 2003 pour garçons et filles de 11 à 14 ans

- neuf heures d'activités dirigées par jour
- cours, sports, ateliers, excursions et voyages
- formation de petits groupes homogènes
- site enchanteur aux portes du Vermont (2km)

Pour obtenir le feuillet d'information, communiquez avec :

CIU  
COLLÈGE DES URSULINES  
Éducation Internationale

COLLÈGE DES URSULINES  
500, rue Dufferin, Stanstead (Québec) J0B 3E0  
Tél. : (819) 876-2795 Téléc. : (819) 876-2797  
www.ursuline.qc.ca

Le plus GRAND CHOIX d'échantillons à Québec!

Décor

ÈRE

Décoration • Aménagement intérieur depuis 1975  
Service à domicile

2750, chemin Ste-Foy, Plaza Laval, Ste-Foy 653-3033

## Les médecins devraient signaler l'inaptitude à conduire, selon leur Collège

LUCE DALLAIRE  
Collaboration spéciale

■ SAINT-GEORGES — Le Collège des médecins rappelle à ses membres l'importance de l'évaluation de l'aptitude à conduire, particulièrement chez les personnes âgées.

« À la suite d'une recommandation du Dr Serge Turmel, coroner en chef, le Collège des médecins du Québec vient de rappeler aux médecins l'importance de bien identifier les personnes inaptes à conduire afin d'assurer leur protection et celle des autres automobilistes », lit-on dans une publication du collège.

Bien que le Code de déontologie des médecins stipule qu'un médecin « ne peut divulguer les faits ou confidences dont il a eu personnellement connaissance, sauf lorsque le patient ou la loi l'y autorise, ou lorsqu'il a une raison impérative et juste ayant trait à la santé ou la sécurité du patient ou de son entourage », il appert qu'en vertu du Code de la sécurité routière, un médecin a des responsabilités.

Le médecin peut signaler à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) une personne jugée inapte à conduire de façon sécuritaire un véhicule routier. Même si, au Québec, ils ne sont pas tenus par la loi de faire une telle déclaration, il leur est par contre fortement recommandé d'y souscrire, comme le prône également l'Association canadienne de protection médicale.

En vertu de l'article 605 du Code de la sécurité routière, aucune action en dommage ne peut être intentée contre un médecin ayant complété le « formulaire M-28 ».

« Des tribunaux canadiens, est-il rapporté, ont pour leur part souligné le devoir des médecins envers le public en les tenant responsables des traumatismes que leurs patients avaient subis dans un accident d'automobile parce qu'ils avaient négligé de signaler leur inaptitude à conduire au bureau des véhicules automobiles. »

Néanmoins, des attentes du Code de la sécurité routière à la pratique en clinique, comme l'a observé la neuropsychologue Geneviève Daigneault, citée à titre de témoin expert dans l'enquête publique du coroner Kronstrom portant sur le décès en Beauce de Sarah Labrecque, il y a un écart.

### COURS DE DÉPISTAGE

Comment déterminer le « bon » moment pour compléter une déclaration d'inaptitude...?

Pour dépister les personnes ayant des problèmes de santé pouvant altérer leur conduite automobile, des « cours spécialisés en dépistage, en évaluation et entraînement des capacités à conduire un véhicule routier » seront dispensés au printemps.

Innovatrice, unique au pays, cette formation à distance vise à soutenir un programme cadre de conduite automobile de façon à permettre à la clientèle des différentes régions du Québec d'avoir accès à un service professionnel de qualité dans son milieu.

Le professionnel de la santé ou l'intervenant recevra une attestation de réussite et une accréditation de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, selon le cas. L'information relative au cours est disponible à l'adresse Internet [www.medicine.mcgill.ca/spot](http://www.medicine.mcgill.ca/spot).

Au Québec, on évalue le nombre de détenteurs de permis de conduire à quatre millions de personnes. Au moins 10% d'entre elles seraient âgées de 65 ans et plus. En plus du rapport médical et de celui de l'optométriste, la SAAQ peut demander une évaluation auprès d'un ergothérapeute pour attester des capacités cognitives, telles la mémoire, le jugement, la concentration d'un conducteur. Pour répondre aux besoins, l'Ordre des ergothérapeutes du Québec compte 2900 membres.



Joanne Cox, au centre, peut compter sur le soutien d'Elaine Deblois (gauche) et de Cécile Doré.

### PONT-ROUGE

## Quand le cancer du sein fait danser les jeunes

MICHEL GODIN  
Collaboration spéciale

■ PONT-ROUGE — Dans la vie de tous les jours, Joanne Cox enseigne l'anglais à de jeunes élèves inscrits au programme enrichi de l'école Perce-Neige de Pont-Rouge. Mais depuis le 10 janvier, elle mène une double vie qui fait jaser dans la communauté pont-rougeoise, celle d'enseignante bien sûr, mais aussi celle de maître d'œuvre d'une audacieuse campagne de financement pour le cancer du sein qui concerne les 757 jeunes de la plus imposante école primaire au Québec.

L'aventure a débuté par pur hasard, il y a un peu plus d'un mois, quand elle a découvert le disque compact *La Vie pour la vie*, une œuvre réalisée au profit de la lutte contre le cancer du sein. Il n'en fallait pas plus pour que Joanne Cox y trouve l'inspiration nécessaire pour passer à l'action. « Ce fut instantané, lance-t-elle. J'ai toujours eu le goût de m'engager sans jamais le faire. C'est comme un signe du destin. Je suis préoccupée par cette maladie depuis que je suis toute jeune. Ma grand-mère et une de mes tantes sont décédées d'un cancer du sein », explique celle qui a également perdu sa mère en raison d'un cancer au cerveau lorsqu'elle n'avait que 10 ans.

Originaire d'Angleterre et Pont-Rougeoise d'adoption depuis 1994 après des séjours en Suède et aux États-Unis, M<sup>me</sup> Cox s'est lancée tête première dans cette campagne de financement. Depuis le premier jour, tout se bouscule à un rythme d'enfer. Elle a reçu l'appui de ses élèves, de la direction de l'école et de la communauté. « La réaction des jeunes a été extraordinaire et dans la région tout le monde veut aider. Les portes s'ouvrent partout. Les gens se sentent concernés, car à peu près tout le monde à un pa-

rent ou une connaissance qui a dû se battre contre cette maladie », dit-elle avec son sympathique accent *british*.

Elle s'est également entourée de gens dynamiques qui croient fermement en cette cause. La conseillère municipale, Cécile Doré, qui a accepté la présidence d'honneur de l'événement, et Elaine Deblois, technologue en radiologie qui a enregistré le CD *La vie pour la vie* en 2002, appuient sans réserve M<sup>me</sup> Cox dans sa démarche. « Le cancer du sein, c'est éprouvant et ça peut toucher tout le monde. J'en sais quelque chose, j'en ai été atteinte à 48 ans, raconte M<sup>me</sup> Doré, qui souhaite dédramatiser cette maladie. La preuve qu'on s'en sort, c'est que je suis ici pour vous en parler. À travers la maladie, je me suis découverte un courage insoupçonné. »

La campagne de souscription prendra la forme d'un original danse-o-thon d'une durée de 12 heures. L'idée a germé lors d'une discussion avec ses élèves à la suite de l'écoute de la chanson *Viens danser*, un extrait du disque *La Vie pour la vie*. Il aura lieu de midi à minuit le 15 mars prochain à la salle paroissiale de Pont-Rouge.

Les élèves de Perce-Neige ainsi que leurs parents participeront à cet événement-bénéfice destiné à toute la population. L'argent amassé à l'entrée du danse-o-thon et lors d'une collecte organisée par les élèves sera remis à la Fondation Deschênes-Fabia de l'hôpital Saint-Sacrement qui traite près de 600 nouveaux cas de cancer du sein chaque année.

« Je n'ai aucun objectif quant au montant qui peut être récolté, mais je crois qu'avec l'enthousiasme de nos élèves et la collaboration de la communauté, nous pouvons ensemble faire une différence, aussi minime soit-elle », raconte Joanne Cox. Elle souhaite que cette activité agisse aussi comme moteur de sensibilisation, puisqu'une fois le danse-o-thon terminé, les lumières ne se fermeront pas pour autant sur le cancer du sein, cette terrible maladie qui touche une femme sur huit. « Au-delà du 15 mars, les participants vont être imprégnés par l'importance de s'impliquer dans ce genre de cause. Ça portera fruit, j'en suis persuadée », conclut-elle.

L'événement sensibilisera les gens à la maladie

## Cinq nouveaux docteurs à Chandler

NAOMIE BRIAND  
Collaboration spéciale

CHANDLER — Le centre hospitalier de Chandler recrute cinq nouveaux omnipraticiens, qui entreront en fonction d'ici l'automne. Un coup de maître pour l'établissement, compte tenu de la pénurie d'effectifs médicaux vécue à la grandeur de la province et des 230 finissants très convoités qui sortiront cette année des universités.

L'hôpital de 105 lits connaît une pénurie de médecins généralistes depuis 1997. Le plan d'effectifs prévoit un minimum de 27 omnipraticiens. Ils sont actuellement 12. Le directeur des services professionnels, Samer Daher, n'hésite pas à prêter main-forte à ses collègues pour éviter la fermeture de l'urgence, et toute l'équipe médicale met la main à la pâte pour sauver les meubles. « Les gens ne cachent pas qu'ils sont débordés, mais ils le font en riant », souligne André Boudreau, agent de recrutement au centre.

### CRI D'ALARME

En juin, MM. Daher et Boudreau lançaient un cri d'alarme, qui porte fruit aujourd'hui : cinq jeunes omnipraticiens fraîchement sortis de l'école ont décidé de relever le défi et d'amorcer leur pratique à Chandler. « En fait, c'est 12 omnipraticiens que je devais recruter. Avec 12 de plus, on serait confortables, mais je n'aurais pas de roue de secours », explique M. Boudreau.

Quant aux spécialités médicales, elles sont comblées à 95%. Un psychiatre et un spécialiste de la médecine nucléaire seraient toutefois les bienvenus. Enfin, une gynécologue originaire de Pabos, Cynthia Giroux, a déjà confirmé à l'établissement son intérêt à y pratiquer dès la fin de ses études dans deux ans. « Cynthia est une bonne vendeuse, parce que c'est une Gaspésienne engagée », affirme le recruteur, qui souhaite secrètement que la D<sup>re</sup> Giroux convainque des camarades de classe de tenter avec elle le défi des régions.

Malgré ce bon coup de filet, André Boudreau, qui est agent de recrutement, avoue que la tâche n'est pas toujours facile quand vient le temps de convaincre un médecin de travailler en région. « Je cherche un profil de candidat particulier. Il faut qu'ils aient le profil régional. Pour vivre en Gaspésie, ça prend un type d'individu bien particulier, et ça fait de très bons médecins. Ceux qui y viennent, ce n'est pas qu'ils ne sont pas bons pour la ville, mais ça prend du *guts* et de l'assurance pour prendre cette décision. »

Le centre hospitalier devra cependant continuer à faire appel aux services de médecins dépanneurs. « Mais même si on a des dépanneurs, c'est instable. »

# LE SOLEIL

vous offre **1000\$ d'essence!**

**Gagnez 1 000\$ d'essence en participant au concours:**  
**« Connaissez-vous vraiment votre voiture? »**

Les anglicismes ci-dessous sont couramment utilisés lors de visite chez le garagiste. Savez-vous vraiment de quoi il s'agit?  
 Traduisez correctement la liste de mots ci-dessous en remplissant le coupon de participation et déposez-le au Salon de l'Auto lors de votre visite, ou au quotidien LE SOLEIL sis au 925, chemin St-Louis ou par courrier à: "Concours connaissez-vous vraiment votre voiture?" C.P.15180, Québec (QC) G1K 7X2. Tirage le lundi 10 mars, 14 h.

caliper: _____	starter: _____	Nom: _____
muffler: _____	hood: _____	Adresse: _____
titre: _____	rim: _____	Ville: _____
clutch: _____	tie rod: _____	Code postal: _____
windshield: _____	ball joint: _____	Tél. jour: _____



**Yves Therrien**  
mardi 4 mars au  
jeudi 6 mars de 18h à 22h



**Jean-François Tardif**  
vendredi 7 mars de 18h à 22h  
et les samedi et dimanche  
8 et 9 mars de midi à 14h  
et de 16h à 18h



**SALON DE L'AUTO DE QUÉBEC**

## LE SOLEIL

# PLACE PUBLIQUE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'édition JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Et si on se parlait des élections qui viennent...

**F**évrier a été généreux : 629 lettres de votre part, 502 sous forme de courrier électronique, 127 par la poste ou par télécopieur. Et il n'y avait que 28 jours... Vos sujets de préoccupation ont été très variés cette semaine.

En tête de peloton, l'Irak, en doutez-vous ! Puis la qualité du français, Huberdeau, *Star Académie*, et le reste, ma foi, touchait tous les sujets possibles, de Johnson, l'ami des athlètes québécoises, à Paul Martin, pour son refus de se départir de la Canada Steamship Lines ou avoir voulu faire modifier les règlements du Parti libéral du Canada. Bernard Landry aussi, un mal-aimé selon Paul Warren : dans un texte magnifiquement écrit mais trop long pour être publié, il observe que la réussite du Québec sous Landry fait un peu de nous un peuple « gras dur » qui n'a plus envie de faire la révolution, l'indépendance, parce qu'il a justement le ventre plein...

La politique québécoise vous inspire toujours autant. Comme il y a de grosses chances (si on appelle ça une chance !) que les élections soient annoncées cette semaine, que diriez-vous pour qu'on s'entende à l'avance pour vos lettres à l'éditeur. Je vais résumer ça en deux principes.

D'abord elles doivent être respectueuses. Bon sang que vous êtes partisans parfois ! Ce n'est pas parce que vous n'aimez pas le chef d'un parti que vous devez l'abreuver d'injures... C'est une tribune publique, un lieu de débats. Ce sont des arguments, des opinions que nos lecteurs souhaitent lire de votre part... et non des accusations gratuites ou des états d'âme sur ce que vous inspire la tête du chef.

Ensuite, il faut faire court. Personne n'a envie de lire de grandes tartines. On les réserve aux



Robert Fleury

R.Fleury@lesoleil.com

analystes, aux experts, à la publication de dossiers, dans la page Opinions ou ailleurs. Ni vous ni moi ne sommes des experts. Ne vous choquez pas, c'est comme ça. Mais nous avons droit à notre opinion. Et les lettres les plus courtes sont vraiment les plus lues, je vous assure que vous n'y perdez rien au change. Que diriez-vous qu'on s'en tienne à 150 mots environ ?

Tenez, j'ai envie de lancer les hostilités. Qu'attendez-vous des élections ? Des chefs de partis ? De votre futur député ? Quelles sont vos attentes avec l'élection qui s'annonce ? Qu'est-ce que vous aimeriez voir, lire ou entendre de leur part sinon éviter de voir, lire ou entendre durant la campagne ? Si ça vous tente d'écrire sur le sujet, 150 mots.

Je sais que vous trouvez ça court. Mais voici un truc : par une chance inouïe, vous avez l'occasion

de rencontrer, seul à seul, Saddam Hussein, George W. Bush, Jean Chrétien sinon Jean Charest, Mario Dumont ou Bernard Landry, mais pendant une minute seulement. Que leur diriez-vous ? Comme vous le savez à l'avance, vous iriez à l'essentiel, ressasant vos arguments, respectueusement, pour qu'il vous écoute...

Le mot de la fin nous vient d'une jeune fille de 13 ans de l'île d'Orléans, Amélie Charlebois :

« Se moquer des autres, il ne faut pas, ça peut nous arriver, on ne le sait pas. Pourquoi rire des autres en nous amusant ? Pour nous trouver un air important ? Pourtant, c'est loin d'être marquant ! C'est même très méchant. C'est pourquoi il faut trouver d'abord nos défauts. Et après, se dire que personne ne peut être parfait ! »

Bravo Amélie. Tu as bien raison. Et j'ajouterais que si vous en connaissez, des gens parfaits, bon sang qu'ils sont envieux... Allez, ne changez pas, je vous aime bien mieux avec vos gros défauts... mais 150 mots, bande de mécréants !

### Une campagne propre !

Personnellement, je crois qu'un parti politique à tout avantage à présenter son programme, mettre en évidence ses priorités sans perdre son temps à dénigrer et attaquer les autres partis. C'est faire preuve de bon sens et reconnaître que les citoyens sont capables de se faire une opinion. Pour moi, une campagne électorale, c'est un moment de grâce qui nous permet d'évaluer les perspectives d'avenir proposées par nos politiciens.

Ne nous laissons pas bernier par les promesses farfelues ou démesurées ; je ne connais pas de parti politique qui puisse imprimer des « piastres » ou jouer au magicien. Ne soyons pas dupes ! Et surtout, nous n'avons pas davantage à écouter ces discours défaitistes ou accusateurs ; cela laisse des blessures et cicatrices à guérir. Le Québec est à bâtir et non à détruire ; tous les politiciens, peu importe leur allégeance, ont ce mandat commun de bâtir un Québec meilleur et prospère.

André Drapeau  
 Saint-Roch-des-Aulnaies

### Les orphelins d'Huberdeau

*Zone libre*, 21 février. Le reportage laisse dans le cœur un goût d'amertume et de tristesse. L'aumônier encore vivant avait le devoir de dénoncer ces prédateurs ignobles et violents. Cette situation pitoyable éclabousse ce qui s'est fait de beau et de bien dans d'autres orphelinats.

Je suis toujours catholique pratiquante, mais je ne suis pas d'accord avec des cardinaux aveugles, bornés et suffisants. Ce titre de prestige devrait disparaître. Le changement dans l'Église ne viendra pas de la direction mais des marginaux.

Bravo M<sup>re</sup> Raymond Dumais ! Votre initiative audacieuse a ouvert une fenêtre, faisant ainsi une brèche sur ce monde d'hommes, rompant une loi du silence qui a fait tant de victimes.

La vie est un court moment qui nous est donné pour apprendre à aimer... Aimer, c'est donner un visage à Dieu.

Lorraine Leblond  
 Québec

### Ne condamnons pas tout !

Les tristes événements d'Huberdeau sont l'occasion d'y aller à fond de train contre tous ceux qui porteraient soutane autrefois et qu'on croit responsables de toutes nos misères passées...

J'ai eu le privilège, comme d'autres septuagénaires, de faire un cours dans l'un de ces collèges autrefois dirigés par des prêtres. J'y ai constaté beaucoup de dévouement, d'excellents maîtres, une grande liberté de choix, tout cela pour 2008 par année, proprement nourri et logé à part de cela. Et sans subvention ! Oui, il se faisait de ces choses qui, sans être spectaculaires, étaient néanmoins extraordinaires. Dommage que l'on n'y voit aujourd'hui qu'obscurantisme. J'ai connu plusieurs autres prêtres par la suite, dans leurs ministères paroissiaux, d'ex-collègues de classe sont devenus missionnaires, professeurs... jamais aucun d'eux n'a été reconnu coupable d'actes répréhensibles. Les cas à problèmes ne représentent qu'une infime minorité.

J'ai donc été attristé de lire, le 26 février, la lettre injurieuse d'un homme en colère, condamnant en bloc tous ceux qui, humblement, péniblement, ont choisi de propager la Bonne Nouvelle, de dire au monde, en ces temps troublés, qu'il faut s'aimer les uns les autres, une lettre qui tournait pratiquement en dérision l'importance du pardon et l'obligation de porter sa croix. Non, Monsieur LeBlanc, ces personnes n'ont pas à se tourmenter. Après tout, on se méprise pas le sol-



L'opposition de Jacques Chirac à une invasion de l'Irak attire beaucoup d'admiration à la France.

dat qui revient de la guerre sous prétexte que certains de ses compagnons sont morts au combat.

Pierre De Montigny  
 Charlesbourg

### Une chance insolente

Je crois que M. Johnson s'en tire avec une chance... insolente. Comme sa personne. Ses « errements » passés sont garants de ceux à venir... Il a donné l'image d'un anti-Québécois dominateur et outrageant à plusieurs reprises. Cela a assez duré. Bien que M<sup>me</sup> Carroll, et quelques autres, aient donné récemment dans la « langue de bois » et la rectitude politique, présumant sans doute des conclusions de l'enquête, il est temps de donner un coup de balai... À tort ou à raison, M. Johnson a grossièrement fauté. Il s'en est toujours tiré à son avantage, au contraire de ses victimes bien souvent québécoises. Ces athlètes floués ou injuriés ne méritaient ni un tel traitement ni un tel despote à la barre !

M. Johnson n'affiche qu'un mince repentir, ce qui n'augure rien de bon. Si les équipes professionnelles changent d'entraîneurs pour un oui ou un non, n'était-il pas temps d'en faire autant à Natation Canada ? Nous continuerons donc de récolter des résultats médiocres et des conflits de person-

nalité pendant de nombreuses années. Tant que durera le règne de Johnson. Son peu d'empressément à présenter finalement ses excuses démontre toute l'insignifiance de la « sanction » !

Jean-Pierre Pineau  
 Rimouski

### La raison du plus fort

Pour les faucons de l'administration Bush, comme Rumsfeld, Wolfowitz, Perle, le monde est une cour d'école où le plus fort fait la loi. La mission de l'ONU, au contraire, est d'éviter cette situation. L'expansionnisme américain compromet donc le cosmopolitisme onusien : que l'ONU accepte ou non la nouvelle résolution de Bush, dans les deux cas, faire la guerre en Irak aux conditions des Américains signifiera le sabotage de l'ONU. C'est volontairement que l'ultimatum de Bush remet en question le rôle de l'ONU, ainsi que la crédibilité de toute opposition à la *pax americana*. La fin poursuivie par le gouvernement américain est de contrôler stratégiquement l'ordre mondial. La démocratie ne passant pas par l'hégémonie culturelle ou autres, le « projet pour un nouveau siècle américain » risque plutôt de nuire aux intérêts américains, la sécurité de la population en

tête, et peut-être même d'initier une guerre froide d'un genre nouveau, au lieu d'une paix durable.

Et si les principes derrière la conception du monde qui légitime la politique étrangère de Bush étaient la véritable cause du terrorisme, ce seraient les défenseurs qui représenteraient la nouvelle menace du XXI<sup>e</sup> siècle.

Martin Guibault  
 Québec

### Vive la France libre !

Vive la France libre de penser et libre de dire ce qu'elle pense ! J'aurais voulu pouvoir dire avec fierté Vive le Canada libre... mais il semble que nous soyons déjà à la merci de la domination de nos charmants voisins...

Qu'advient-il quand leurs réserves d'eau ou de bois seront épuisées et qu'ils convoiteront les nôtres ? Agiront-ils comme avec le pétrole ? Il est sage de douter de ces alliances qu'ils créent et qu'ils rompent au gré de leur seul intérêt économique.

Gisèle Larouche  
 Charlesbourg

### Quelle quêtinerie !

Comme bien d'autres Québécois, j'ai regardé l'émission *Star Académie*. Si au début je me suis laissé entraîner par le côté pétillant de l'émission, je me suis vite irrité de son mélange d'enfantillage, d'insignifiance, de vulgarité et de mauvais goût. Exemple : la scène où les filles sautaient au cou des gars avant de les serrer fort contre elles comme si elles avaient envie de froter leurs seins contre la poitrine des gars... Celle de l'entraînement physique me faisait penser à la récréation dans une classe de maternelle. À table, ces futures vedettes du *show-business* se comportent comme si elles n'avaient jamais appris la bienséance.

Et quand un chanteur invité pose aux jumelles la question : de vous deux, qui est la plus sexy... Il y a pourtant des télédiffuseurs qui misent sur la qualité, tant esthétique que professionnelle, pour gagner la faveur du grand public alors que d'autres misent sur la quêtinerie pour gagner leurs cotes d'écoute. Nous ne sommes pas encore sortis du bois.

Roland Giguère  
 Sainte-Foy

### Algériens menacés

(À Jean Chrétien)  
 Les autorités canadiennes ont décidé de renvoyer dans leur pays les ressortissants algériens qui n'obtiendraient pas le statut de réfugié au Canada. La suspension des renvois avait été décidée en 1997 du fait de la situation en Algérie et du danger encouru par les personnes déboutées. En avril 2002, les autorités canadiennes ont jugé que la situation en Algérie ne justifiait plus le maintien du moratoire puis, en janvier 2003, une visite du ministre Denis Coderre le confortait dans sa décision de lever le moratoire.

La Fédération internationale des droits de l'homme et la Ligue des droits et libertés s'inquiètent et vous rappellent la situation en Algérie, où la violence politique et la répression sont le lot quotidien des Algériens. En 11 ans d'état d'urgence et de guerre civile, plus de 100 000 personnes ont trouvé la mort ; des milliers d'autres sont disparues, victimes d'exécutions sommaires, de torture systématique... Les manifestations sont réprimées dans le sang. Il y aurait eu plus de 7000 victimes de disparition forcée en Algérie au cours des 11 dernières années. C'est pourquoi nous vous demandons de mettre fin au plus vite aux renvois des ressortissants algériens et de remettre en place le moratoire pour assurer la sécurité des demandeurs d'asile algériens présents au Canada.

Sidiki Kaba  
 Président, FIDH  
 Nicole Filion  
 Présidente, Ligue des droits et libertés

### Clonage : on gagne à y réfléchir

À l'écoute d'une discussion radiophonique où l'on parlait du clonage humain, des auditeurs ne semblaient pas conscients qu'il s'agissait de personnes humaines et non de robots. Les vrais scientifiques connaissent les rates de ces expériences. Il existe déjà assez d'échecs naturels pénibles. Cela occasionnerait des déchirements et de peccages humains inimaginables.

Mais déchetage pour déchetage, n'est-ce pas ce qui arrive dans le cas de l'avortement ? On gagnerait à y réfléchir, surtout quand on nous apprend que cette tuerie a augmenté de 30% en 10 ans. Durant les années 1970, au lieu d'insister uniquement sur les relations protégées, n'aurait-on pas dû rappeler que l'accouplement humain n'est pas simplement un jeu, mais aussi une responsabilité ? L'amour humain, et non seulement physique, y trouverait son compte.

Justin Trudel  
 Vanier

### Merci à l'hôpital Laval

Séjournant récemment à l'hôpital Laval, j'ai pu constater la qualité des soins reçus grâce à la compétence des médecins, la compassion, le dévouement et la gentillesse du personnel. Dommage que toutes ces qualités ne soient pas soulignées plus souvent.

Yvon Deschamps  
 Sainte-Foy

### L'auditoire despote

Par -40 °C avec le vent, RDI nous présentait *Le Québec en direct* à l'extérieur. Pendant une heure et demie, des invités transis et des reporters camouflant leur hypothermie se sont succédés à la caméra, parfois nu-tête, nous conseillant même de nous habiller chaudement...

Pauvres reporters ! J'imagine qu'ils y sont forcés pour capter l'attention des téléspectateurs. J'ose à peine imaginer ce qu'on leur fera faire quand ils nous parleront de la faim dans le monde...

Christian Nadeau  
 Sillery



Denis Coderre, ministre fédéral de l'Immigration, est invité par deux lecteurs à faire cesser les extraditions vers l'Algérie.

### ÉCRIVEZ-NOUS !

Votre opinion compte pour nous. Pour être publiés, vos courriels ou vos lettres doivent être très courts, d'intérêt public, identifiés de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Nous nous réservons le droit de les résumer, de les raccourcir ou de ne pas les publier.

Adressez-les comme suit :

Par courriel :  
 opinion@lesoleil.com

Par la poste :  
 Carrefour des lecteurs

Journal Le Soleil  
 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547  
 Succ. Terminus, Québec, QC, G1K 7J6

CONCOURS « JE FAIS DU CINÉMA ! » DU SOLEIL

# Un choix extraordinaire

Des centaines de dessins provenant des élèves de 64 écoles du Québec

Le caricaturiste du SOLEIL, André-Philippe Côté, a dit cette semaine s'être trouvé devant un choix extraordinaire lorsque le moment est venu de retenir pour publication aujourd'hui cette série de dessins parmi les centaines reçues à ce jour au journal de la part des élèves des écoles inscrites à notre concours qui se tient présentement sous le thème « Je fais du cinéma ! »

Les élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire des 64 écoles inscrites au concours de dessin du SOLEIL rivalisent d'imagination pour ce travail. Les responsables du concours dans les écoles et tous les enseignants concernés mettent manifestement beaucoup de temps pour la réalisation de ces superbes travaux.

André-Philippe Côté, le président du

jury, a éprouvé un peu de difficulté cette semaine à arrêter ses choix que nous vous proposons aujourd'hui. Sans être nécessairement finalistes, ces dessins sont parmi les plus beaux. Une autre publication pourrait avoir lieu vers la fin du concours, le 30 mars.

« Je suis impressionné », a lancé M. Côté en recevant des enveloppes pleines de dessins, provenant des quatre coins du territoire du SOLEIL.

Pour ce concours, les élèves doivent imaginer une scène importante du film qu'ils aimeraient voir au grand écran.

Les modalités de participation et les prix offerts sont bien connus des responsables de chacune des écoles.

Des centaines de dessins seront présentés au public lors d'une exposition

à la Galerie d'art Diane Lefrançois, à Sillery, du 1<sup>er</sup> au 6 mai. Une caméra numérique sera remise au grand gagnant, alors que les quatre finalistes

toucheront 250\$ chacun attribués par LE SOLEIL.

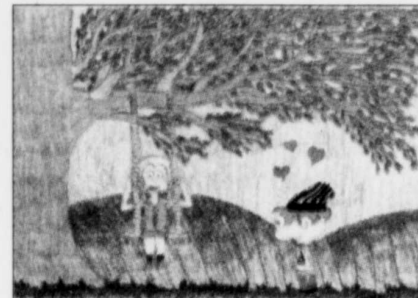
Pour plus de détails sur ce concours, joindre Marcelle Berubé au 686-3394,

sans frais au 1 866 686-3394 ou par courriel à [concours@lesoleil.com](mailto:concours@lesoleil.com).

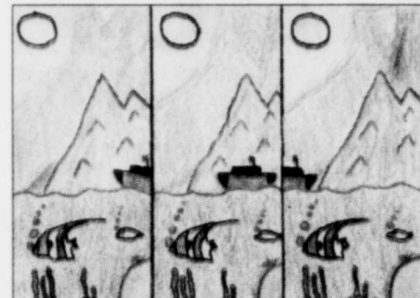
Gilles Ouellet  
Coordonnateur du concours



Karine Latulippe, du collège Dina-Bélanger, de Saint-Michel de Bellechasse: voyage en Floride



Sophie Tardif-Laroche, de l'école La Camaradière, à Québec, présente la scène d'un coup de foudre amoureux.



Olivier Laplante, du Petit Séminaire de Québec, suggère une scène de son Paysage magique.



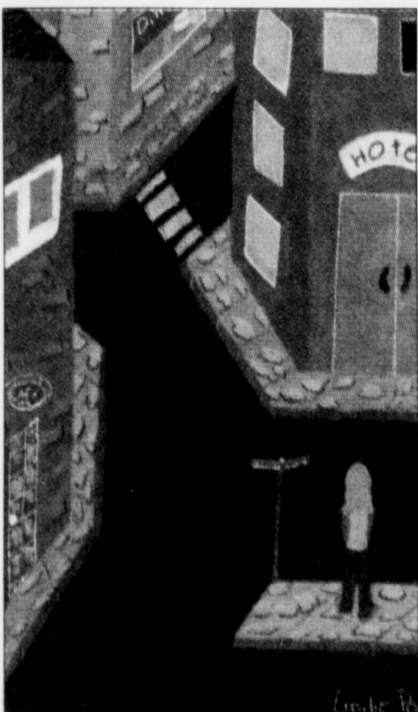
Isabelle Fillion, de l'école du Plateau, La Malbaie, veut montrer son amour pour les animaux.



Émilie Labbé, de l'école Notre-Dame-de-la-Trinité, Saint-Georges de Beauce: sous des cieux cléments.



Gabrielle Carrier, de l'école Marcelle-Mallet, de Lévis, a choisi de représenter une dame assise devant un restaurant, en une chaude journée d'été.



Émilie Pomerleau, de l'école Notre-Dame-de-la-Trinité, à Saint-Georges de Beauce, propose cette scène chargée de détails bien précis.



Véronique Godbout, de l'école secondaire Mont-Saint-Sacrement, à Saint-Gabriel-de-Valcartier, soumet cette scène d'un monstre qui empêche son héroïne de dormir.

## Coffre aux Trésors\$

ou gagnez un des 500 téléviseurs à écran plat 27 pouces SHARP

Valeur de 700\$

**Prix courant 1379<sup>99</sup>\$**  
**SPÉCIAL 1099<sup>99</sup>\$**  
- certificat-cadeau 100<sup>00</sup>\$

**999<sup>99</sup>\$ 2778**  
par mois

**RIVE SUD 6 mcx**

**Certificat-cadeau 100\$**

Le certificat-cadeau est applicable à l'achat d'un **meuble de chambre adulte, 6 morceaux.**

Sofa - certificat-cadeau 50<sup>00</sup>\$  
**899<sup>99</sup>\$ 25<sup>00</sup>**  
par mois

**roy & benot 7 mcx**

**Mobilier de cuisine - certificat-cadeau 50<sup>00</sup>\$**

**679<sup>99</sup>\$ 18<sup>89</sup>**  
par mois

**Certificat-cadeau 50\$**

Le certificat-cadeau est applicable sur **tous les meubles** lors d'un achat minimum de 350\$.

**749<sup>99</sup>\$ 20<sup>83</sup>**  
par mois

Profitez de nos facilités de paiement en 36 versements

# TANGUAY

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS

<b>LES SAULES</b> 4875, boul. de l'Ornière 1 800 563-4411 (418) 871-4411	<b>BEAUPORT</b> 535, boul. Sainte-Anne 1 800 563-6282 (418) 667-6282	<b>LÉVIS</b> 5720, boul. Étienne-Dalloire 1 800 563-4511 (418) 833-4511	<b>SAINT-GEORGES DE BEAUCÉ</b> 8955, boul. Lacroix 1 877 295-4411 (418) 226-4411	<b>RIMOUSKI</b> 822, boul. Sainte-Anne, Route 132 1 800 463-4411 (418) 725-4411	<b>RIVIÈRE-DU-LOUP</b> 245, Hôtel-de-Ville 1 800 510-4711 (418) 867-4711	<b>TROIS-RIVIÈRES</b> 2200, boul. des Récollets 1 800 465-2200 (819) 373-1111	<b>SAGUENAY</b> 1990, boul. Talbot 1 800 363-4711 (418) 698-4411
---	---	--	---	--	---	--	---

Les certificats-cadeaux ne sont pas monnayables et ne s'appliquent pas sur les achats antérieurs. Limite d'un coupon par achat et ne peut être jumelé à une autre offre. Valable jusqu'au 23 mars 2003. Si le décodage de votre dépliant révèle un téléviseur (282064), et si vous répondez à une question mathématique réglementaire, celui-ci vous sera remis immédiatement. Règlements disponibles dans les magasins et sur [www.tanguay.ca](http://www.tanguay.ca).